

Chapitre 2

Les caractéristiques des conflits modernes en Afrique

Le Chapitre 2 passe en revue la littérature spécialisée consacrée aux conflits armés en Afrique, en s'intéressant tout particulièrement à leur dimension géographique. La première partie montre que l'augmentation du nombre de conflits armés en Afrique depuis la fin de la Guerre froide ne saurait être imputée à une cause unique. Les modes de gouvernance des élites postcoloniales, les ressources naturelles, la souveraineté, l'identité ethnique et la religion constituent autant d'ingrédients qui interagissent à des degrés divers dans chaque conflit plutôt que des facteurs déterminants des conflits dans l'absolu. La deuxième partie montre que la géographie est une dimension fondamentale des conflits. Des caractéristiques telles que le relief montagneux, les frontières ou la distance par rapport à la capitale peuvent les favoriser, ou les limiter. La géographie peut également être une cause de conflit lorsque des acteurs étatiques et non étatiques se disputent le contrôle d'un territoire. Enfin, en particulier en Afrique subsaharienne, les conflits peuvent se propager sur les territoires. La troisième partie examine dans quelle mesure des facteurs géographiques comme la distance, l'identité, les frontières, le territoire et l'échelle influent sur la spatialité des conflits modernes.

MESSAGES CLÉS

- » Depuis les années 90, l'Afrique subsaharienne est en proie à des conflits armés résultant d'une combinaison de facteurs politiques qui exigent de prêter une attention accrue aux déterminants locaux des insurrections.
- » Certains facteurs qui expliquent la complexité et la persistance des conflits armés dans la région doivent être interprétés sous l'angle géographique.
- » Une approche spatiale permet de comprendre pourquoi les conflits naissent, s'amplifient et se propagent dans la région.
- » Il convient de spatialiser les conflits pour mieux comprendre l'incidence que peuvent avoir des caractéristiques géographiques comme le lieu, la distance, les frontières, le territoire et l'échelle, ainsi que la manière dont les luttes armées se diffusent dans l'espace.

POURQUOI TANT DE CONFLITS EN AFRIQUE ?

L'Afrique a connu une multiplication des conflits après la Guerre froide, contrairement au reste du monde, où la violence décroît depuis le début des années 90. La progression de la violence organisée en Afrique s'explique par de nombreux facteurs qui se combinent différemment dans chaque conflit. Le mode de gouvernance des élites postcoloniales, la présence ou l'absence de ressources naturelles, la quête de souveraineté et l'exploitation de l'identité ethnique et religieuse figurent parmi les ingrédients les plus importants (Williams, 2016). Pris isolément toutefois, aucun de ces ingrédients n'est en soi une cause de conflit.

Mode de gouvernance des élites postcoloniales

Les régimes africains postcoloniaux ont été sujets à l'instabilité sans pour autant être violents par nature. En temps de crise économique ou politique, toutefois, ils ont pu être le théâtre d'actes de violence organisée. Au cours de la période de démocratisation qui a suivi la fin de la Guerre froide, de nombreux régimes ont perdu l'appui financier de leurs alliés internationaux, ce qui a diminué leur capacité de redistribuer des richesses et compromis leur

capacité de réduire l'écart entre ceux qui bénéficiaient des ressources publiques et ceux qui en étaient privés (Bates, 2008).

Les guerres civiles qui ont éclaté à la suite de l'effondrement des réseaux centralisés de clientélisme en Afrique de l'Ouest ont profondément déstabilisé la région et ont donné lieu à plusieurs interventions militaires menées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine (UA), les Nations Unies et des puissances occidentales. Ces conflits ne se sont jamais mués en révoltes populaires, ni n'ont fondamentalement remis en question la propension des élites à puiser dans les ressources publiques pour satisfaire leurs soutiens au sein de la population. Au contraire, ces conflits visaient principalement à s'assurer une meilleure place au sein du système clientéliste existant (Reno, 2011). Comme l'indiquent Chabal et Daloz (1999, p. 37), c'est l'effritement des ressources disponibles pour le clientélisme plutôt que l'insatisfaction vis-à-vis de l'ordre patrimonial proprement dit qui a contribué à saper la légitimité des élites politiques.

Présence ou absence de ressources naturelles

L'augmentation du nombre de conflits armés en Afrique, que ce soit entre chefs de guerre ou entre éleveurs et agriculteurs, est souvent imputée à la présence de ressources naturelles. Pour les tenants de la « thèse de l'avidité », les insurgés sont davantage motivés par l'enrichissement personnel que par des considérations idéologiques ou des doléances sociales (Collier et Hoeffler, 2004 ; Le Billon, 2001). Selon cette thèse, le pétrole, les diamants et les drogues font vivre des groupes incontrôlables qui s'affrontent pour avoir la mainmise sur les mines et les routes de contrebande. Les ressources naturelles représentent un capital initial qui permet aux dirigeants de lever certaines des entraves à l'organisation d'insurrections. Par conséquent, les groupes qui naissent dans des environnements où les ressources abondent ont davantage tendance à se livrer à des actes de violence aveugle que les autres (Weinstein, 2007). Même si elle est populaire dans la sphère politique, l'idée qu'il existe un lien direct ou indirect entre les

ressources et les conflits armés suscite toujours un vif débat dans la littérature scientifique.

De l'avis de nombreux spécialistes, le changement climatique accroît le risque de conflits armés dans le monde en favorisant les migrations et en modifiant la disponibilité de l'eau, des terres et des pâturages (Welzer, 2012 ; Hsiang et al., 2013 ; Burke et al., 2015). Hendrix et Salehyan (2012) affirment ainsi qu'il existe une corrélation positive entre les écarts extrêmes de précipitations et les diverses formes de conflits politiques. D'autres chercheurs estiment toutefois que l'abondance ou la pénurie de ressources naturelles ne favorisent pas nécessairement les conflits armés (Theisen et al., 2012 ; Raleigh et al., 2015 ; Brzoska et Fröhlich, 2016). Selon eux, le contexte socioéconomique et politique général dans lequel s'inscrivent les conflits est un facteur de violence organisée beaucoup plus important que la sécheresse ou les mauvaises récoltes (Buhaug et al., 2015 ; Witmer et al., 2017). D'après Williams (2016), ce ne sont pas les ressources en soi mais les systèmes politiques qui constituent le principal facteur d'élévation du risque de conflits armés. Au Libéria et en Sierra Leone, par exemple, ce ne sont pas les ressources matérielles qui ont déterminé le comportement des dirigeants et des combattants, mais plutôt les rapports entretenus au sein du système politique (Reno, 2011). Si les groupes rebelles ont certes puisé dans les recettes générées par l'exploitation illicite des mines de diamant pour faire durer les conflits dans le golfe de Guinée durant les années 90, les ressources naturelles n'étaient pas directement à l'origine du conflit (Richards, 1996). Elles ont permis aux insurgés de poursuivre leurs objectifs politiques et ont contribué à rendre plus difficile la résolution de ces conflits.

Souveraineté

La quête de souveraineté est un autre ingrédient qui peut expliquer pourquoi les rébellions ont été si nombreuses en Afrique depuis la fin de la Guerre froide (Englebort, 2009). Des conflits peuvent naître lorsque des groupes marginalisés aspirent à créer un nouvel État dans lequel ils pourraient jouir des privilèges de la souveraineté, lorsqu'ils se battent pour faire sécession en redessinant les frontières nationales, ou lorsqu'ils

revendiquent un meilleur accès aux ressources nationales à travers l'autodétermination.

À ce jour, les guerres d'autodétermination sans prétention séparatiste, où les rebelles cherchent un plus grand accès aux ressources publiques et une meilleure reconnaissance de leurs minorités marginalisées, sont la forme de conflit la plus répandue. L'évolution du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), au Mali, est le reflet de cette tendance générale. Fondé en 2011 par certains Touareg, le MNLA a déclaré l'indépendance de l'Azawad en 2012, avant de revendiquer une plus grande autonomie au sein du territoire malien (Lecocq et Klute, 2019). Il est par ailleurs surprenant que l'Afrique subsaharienne ait connu si peu de guerres à visée purement sécessionniste alors que le continent se caractérise par une grande diversité de groupes ethniques et par une efficacité limitée de l'appareil étatique. Cet apparent paradoxe s'explique en partie par l'existence du principe d'intangibilité des frontières héritées de la colonisation et de celui, associé, de l'*uti possidetis juris*, adopté par l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) au début des années 60. Ces deux principes empêchent les États nouvellement formés de contester leurs frontières nationales (Nugent, 2019).

Exploitation de l'identité ethnique

L'identité ethnique, ou ethnicité, est un autre ingrédient qui contribue aux conflits en Afrique. Il s'agit de la propriété d'un groupe de personnes qui se considèrent comme différentes parce qu'elles partagent certains traits culturels. L'identité ethnique est couramment utilisée pour décrire un type particulier de guerre où des groupes ayant des caractéristiques religieuses, linguistiques ou culturelles différentes recourent à la violence organisée (Bosker et de Ree, 2014). Comme l'affirme Wolff (2006), « il est relativement facile, d'un point de vue empirique, de déterminer quel conflit est un conflit ethnique ... De fait, les manifestations de ces conflits sont violentes, et leurs causes, tout comme leurs conséquences, sont à l'évidence ethniques ». En s'appuyant sur l'exemple du génocide perpétré au Rwanda en 1994, les partisans de la thèse ethnique soutiennent que la haine entre les groupes se développe jusqu'à

ce qu'un événement particulier déclenche une éruption de violence généralisée.

Ces dernières années toutefois, un consensus s'est dégagé en sciences sociales pour reconnaître que les groupes ethniques ne sont ni une pure invention des puissances coloniales, ni des groupes figés ancrés dans un passé intemporel (Nugent, 2008). Allant à l'encontre de l'opinion générale selon laquelle les conflits ethniques sont facilement identifiables, les travaux de recherche récents suggèrent que, comme toute autre construction sociale, les élites politiques instrumentalisent l'ethnicité pour orienter les conflits. L'identité ethnique n'est pas nécessairement un facteur de conflit violent en Afrique, où, pour la plupart, les groupes vivent en paix et où des pays qui se caractérisent pourtant par une homogénéité ethnique peuvent être déchirés par la guerre, comme le montre l'exemple de la Somalie (Vaughan, 2019). En Afrique de l'Ouest, les conflits « ethniques » témoignent souvent de l'existence de clivages au sein des sociétés. À titre d'illustration, les Touareg, un groupe ethnique perçu comme homogène, sont en réalité divisés en plusieurs groupes qui s'affrontent sur la question de la création d'un État indépendant dans la région de l'Azawad ([Encadré 2.1](#)).

Exploitation de la religion

La religion est un autre facteur souvent invoqué pour expliquer les conflits en Afrique (Basedau et al., 2011). En Afrique du Nord et de l'Ouest en particulier, l'accroissement récent de la violence politique s'explique dans une large mesure par la présence d'organisations extrémistes affiliées à Al-Qaïda ou à l'État islamique, qui défendent un programme religieux, s'estiment en guerre avec l'Occident et rejettent toute autre approche de l'islam. Les études actuelles relèvent que la grande majorité des victimes des groupes radicaux sont des musulmans et rejettent l'idée d'un « choc des civilisations » entre les chrétiens et les musulmans dans la région. Si la plupart des conflits les plus récents se produisent dans des pays musulmans, c'est parce que le nombre de conflits s'est réduit ailleurs dans le monde et non parce que les groupes musulmans sont particulièrement belliqueux (Bormann et al., 2015 ; Gleditsch et Rudolfson, 2016).

Encadré 2.1

Divisions au sein des sociétés nomades au Mali et au Niger

Au Sahara-Sahel, les rapports de force entre les diverses composantes des sociétés nomades sont à l'origine de nombreux conflits. Ceux-ci reflètent les clivages tribaux, régionaux et sociaux qui divisent ces sociétés et l'incapacité de ces dernières à s'unir au niveau national ou supranational. Les sociétés nomades sont divisées en confédérations, en tribus, en factions et en sous-factions qui peuvent s'allier contre d'autres segments du même ordre ou au contraire s'unir avec ces derniers pour lutter contre des pans plus larges de la société.

Les Touareg, par exemple, sont divisés en plusieurs catégories sociales, à savoir les nobles (*imajeghen*), les hommes libres et puissants (*ilellan*), les vassaux (*imghad*) et les anciens esclaves (*iklan*) (Lecocq et Klute, 2019). Les tribus nobles historiques telles que les Ifogha entretiennent des relations conflictuelles avec les anciennes tribus vassales ainsi qu'avec des tribus nobles d'autres régions. Au cours des rébellions des années 90, le Front populaire de libération de l'Azawad (FPLA) et l'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA) représentaient les strates sociales inférieures, tandis que le Mouvement populaire de libération de l'Azawad (MPLA) représentait les nobles. Des divisions semblables ont marqué la rébellion touareg de 2012 : le MNLA, Ansar al-Dine et le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) représentaient les nobles ifogha, tandis que le Groupe d'autodéfense des Touareg imghad et alliés (GATIA) représentait les vassaux.

Il existe également des clivages entre pays. Les mouvements rebelles touareg du Niger et du Mali n'ont jamais fusionné, malgré un patrimoine culturel

commun et des revendications analogues vis-à-vis de leurs gouvernements respectifs. Les sociétés touareg et arabes sont également divisées en leur sein entre ceux qui ont migré vers des pays voisins en raison des sécheresses des années 70 et 80 et ceux qui sont restés dans le pays. Au niveau local, des différends opposent les personnes enrichies par le trafic illicite et la vaste majorité de paysans et d'éleveurs pauvres, dont le mode de vie a été détruit par la multiplication des sécheresses et l'effondrement de l'industrie touristique. Au Mali, existent également des divisions internes entre les chefs qui se sont alliés au gouvernement depuis la rébellion de 1963 afin de préserver leurs privilèges et les jeunes chômeurs revenus d'Algérie et de Libye dans les années 90 (Lecocq, 2004).

La question de savoir si un projet plus idéologique tel que le rétablissement d'un ordre théologique pourrait à terme mettre fin à de telles divisions continue de faire débat parmi les spécialistes. La formation du groupe islamiste Ansar al-Dine – dont le nom signifie « défenseurs de la foi » – par exemple, a été motivée à la fois par des facteurs religieux et par des luttes de pouvoir internes entre tribus touareg. La création, plus récente, du Front de libération du Macina (FLM) est vue par beaucoup comme une tentative visant à rétablir le califat de Hamdullahi, fondé au XIXe siècle dans le delta intérieur du Niger par Sékou Amadou. Ansar al-Dine comme le FLM ont conçu un projet religieux et politique, qui ne repose pas exclusivement sur des alliances tribales et ethniques pour lutter contre un ennemi commun.

Source: Walther et Tisseron 2015.

À plusieurs égards, le type de terrorisme religieux qui est apparu dans les années 80 diffère du terrorisme des vagues antérieures (Tableau 2.1). Le terrorisme religieux exerce une violence sans entrave contre ses ennemis sous forme de massacres collectifs, d'actes de violence sexuelle, de décapitations, d'engins explosifs improvisés et d'attentats-suicides dirigés contre les forces de l'État, mais aussi contre les

populations civiles. Par rapport au terrorisme à caractère ethnonationaliste, séparatiste ou idéologique, le terrorisme religieux contemporain a un rayon d'action géographiquement beaucoup plus étendu. À l'inverse des mouvements terroristes plus anciens, dont l'action se concentrait sur une région ou un État donné, les groupes religieux violents actuels affirment que les États-nations modernes sont incompatibles

Tableau 2.1
Mouvements ethnonationalistes, idéologiques et religieux

Type de mouvement	Type de violence	Champ de la violence	Profil du groupe formé par les membres	Positionnement par rapport au système en place
Ethnonationaliste/séparatiste				
Exemples : Mouvement national de libération de l’Azawad (MNLA) (2011-présent), Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) (1984-présent)	Relativement limitée	Ciblé	Ouvert	Restructuration ou reconstruction de la société
Idéologique				
Exemples : Front populaire de libération de l’Érythrée (FPLE) (Éthiopie/Érythrée, 1970-94), Front de libération du Mozambique (Frelimo) (Mozambique, 1962-75)	Limitée	Ciblé	Restreint, insulaire et isolé	Restructuration ou reconstruction de la société
Religieux				
Exemples : Al-Qaïda au Maghreb islamique (Algérie, Mali, Niger, 2007-présent), État islamique d’Iraq et du Levant (EIL) (Égypte, Libye, Mali, Nigéria, Somalie, Tchad, 2006-présent), Ansaroul Islam (Burkina Faso, Mali, 2016-présent), Armée de résistance du seigneur (LRA) (Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo (RDC), Soudan du Sud, 1984-présent)	Choix illimité d’armes et de tactiques	Étendu	Restreint, insulaire et isolé	Reconfiguration totale de l’ordre social et politique

Sources: Adapté de Hoffman 2017 et, Martin et Prager 2019.

avec la loi religieuse et que leurs frontières ne signifient rien pour la communauté des croyants. Les membres des groupes terroristes religieux forment un groupe restreint, insulaire et isolé. En Afrique du Nord et de l’Ouest, les groupes terroristes religieux sont souvent numériquement faibles et ne se soucient guère de gagner les cœurs et les esprits. Ils sont difficilement comparables aux « fronts de libération » et autres « combattants de la liberté » qui se battaient au Pays basque, en Corse, en Irlande du Nord ou en Amérique latine dans les années 70. Les actes de violence aveugle perpétrés par les groupes terroristes religieux contemporains contre ceux qui renient leur foi et ceux qui ne sont pas de « vrais croyants », visent à détruire l’ordre social et politique et non à restructurer ou reconstruire la société, comme le souhaitaient les mouvements terroristes précédents.

Les mouvements islamiques modernes sont très divers et ne sont pas tous violents (Dowd, 2015). Les fondamentalistes musulmans prônent une interprétation littérale du Coran et de la sunna (paroles et pratiques de Mahomet), ainsi que le strict respect de la loi religieuse (charia) sans lutte armée. À l’inverse des mouvements islamistes qui rejettent toute violence politique, les groupes jihadistes cherchent à renverser les régimes laïques, à rompre avec l’Occident et à « purifier » les autres musulmans en recourant à la violence. Ils partagent trois visions idéologiques qui les distinguent des autres mouvements religieux réformistes de la région (Ibrahim, 2017). Tout d’abord, ils envisagent le monde sous le prisme du choc des religions et estiment qu’il est du devoir de tous les musulmans de se battre contre l’Occident et ses alliés locaux par des voies militaires et des tactiques terroristes. Ensuite, ils rejettent ce qu’ils considèrent comme

des pratiques contraires à l'islam, à l'instar du soufisme, et les institutions inspirées de l'Occident, telles que la démocratie, l'État-nation ou l'éducation moderne (Thurston, 2018). Enfin, ils voient dans les musulmans qui ne suivent pas une interprétation littérale du Coran et de la sunna des infidèles qui ont le choix entre l'abandon de leurs pratiques religieuses ou la mort.

Le terme « salafiste » est souvent employé pour décrire les groupes religieux modernes présents en Afrique du Nord et de l'Ouest. Tous ne sont pas violents. Le mouvement salafiste, né en Arabie saoudite au XII^e siècle, s'est adapté aux sociétés locales et revêt diverses formes. Dans le nord du Nigéria et au Niger, par exemple, la Société pour la suppression de l'innovation et le rétablissement de la sunna, aussi connu sous le nom d'Izala, est un

mouvement islamiste qui prône un programme réformiste non violent pour contrer les fraternités soufi (Loimeier, 1997). Il est particulièrement populaire parmi les marchands ouest-africains, car il rejette l'ostentation et les obligations sociales coûteuses qui empêchent de nombreux entrepreneurs de s'enrichir (Kuépié et al., 2016). Dans la même région, le groupe salafiste-jihadiste Boko Haram a vu le jour en tant que mouvement religieux de masse prêchant l'exclusivisme, avant de se transformer en un groupe armé parmi les plus meurtriers du monde (Thurston, 2018). Ses attaques sont dirigées contre des mouvements religieux soufi et salafistes, contre les populations civiles musulmanes et chrétiennes en général et contre l'État nigérian, que le mouvement juge corrompu et illégitime.

GÉOGRAPHIE ET GUERRES

L'espace est une dimension fondamentale des conflits armés. La géographie fournit non seulement le cadre physique des batailles, mais influe également sur les stratégies des acteurs politiques. L'espace peut être un facteur facilitateur ou au contraire réducteur de conflit, mais aussi une cause de conflit lorsque les États et/ou des acteurs non étatiques se disputent un territoire. L'espace peut également favoriser l'expansion géographique des conflits, parfois par-delà les frontières, comme c'est le cas en Afrique du Nord et de l'Ouest.

Géographie et guerre inter-États

Une grande partie des études géographiques se concentre sur les guerres entre États dans le cadre du système international (Starr, 2015). Même si le présent rapport n'a pas vocation à analyser ce type de guerre, il est pertinent de s'arrêter brièvement sur la manière dont la géographie y est associée. Les travaux publiés s'intéressent en premier lieu à la géographie comme facteur facilitateur/réducteur de conflit ou comme cause de conflit. À titre secondaire, ils cherchent à déterminer par quels mécanismes la guerre se propage ou se diffuse au sein du système international.

La manière dont la distance géographique (euclidienne) influe sur les interactions politiques, y compris les conflits, est un thème important et constant de ces travaux. La distance est couramment considérée comme un facteur déterminant des interactions entre deux États (Gleditsch, 1995). Ainsi, elle constitue un élément central du modèle gravitaire du commerce international, selon lequel le volume d'échanges entre deux États est directement fonction de la population et de la distance entre ces derniers – plus la distance est grande, moins les échanges sont importants (Chaney, 2018). Dans les publications consacrées aux conflits, les obstacles causés par la distance sont calculés par un « coefficient de perte de la capacité d'influence » (*loss-of-strength gradient* en anglais). Il montre que la capacité des États de projeter leur pouvoir se réduit à mesure que s'accroît la distance, en raison des coûts liés au transport (Webb, 2007).

La distance est, dans les thèses énoncées plus haut, considérée comme un effet déterministe ; cette approche suscite cependant de nombreuses critiques. Les interprétations plus nuancées, selon lesquelles ni la distance ni les autres caractéristiques géographiques ne constituent un facteur déterminant des actions politiques, sont plus courantes. Ainsi, les effets liés à

la distance sont plutôt appréhendés comme pouvant potentiellement orienter les stratégies des acteurs politiques, certaines plus que d'autres (Radil et al., 2013). Plutôt que de considérer comme déterministes la distance et autres caractéristiques géographiques susceptibles d'avoir une influence sur les interactions, les responsables politiques intègrent délibérément ces dimensions selon la perception et l'interprétation qu'ils en ont.

La probabilité qu'un État soit impliqué dans un conflit dépend tout autant des opportunités offertes par le système international que de la volonté d'entrer en guerre avec ses voisins (Starr, 1978). La proximité géographique est le premier facteur qui influe sur les interactions entre États et donc sur la probabilité qu'un conflit éclate, étant donné que ces derniers ne sont pas en mesure de projeter leur pouvoir sur de longues distances et qu'ils ont davantage tendance à entrer en guerre avec des adversaires proches. Par ailleurs, les interactions entre États voisins sont plus nombreuses, ce qui accroît le potentiel de désaccord et, partant, de conflit. La volonté d'entrer en conflit peut être influencée par les alliances, les similarités des régimes et la capacité militaire. Ces éléments étant par ailleurs liés aux critères géographiques, la volonté politique l'est également.

Selon ces écoles, la géographie est considérée comme facilitateur ou réducteur de conflit. Les publications sur les relations internationales pointent davantage sur la première dimension, notamment les tensions liées au contrôle du territoire (Vasquez et Valeriano, 2009). Le territoire, ou l'espace délimité subordonné à l'autorité politique, est clé pour deux raisons : ses ressources ou ses avantages stratégiques, d'une part, et sa portée symbolique au regard des identités politiques, culturelles ou nationales de ses populations, d'autre part (Toft, 2014).

De ce point de vue, la préoccupation la plus récurrente est liée à la répartition inégale de la population, des ressources, des produits de base ou des éléments stratégiques comme les ports en eau profonde, conduisant certains États à cibler certaines régions pour des motifs politiques. Parmi les exemples connus figurent l'occupation du plateau du Golan par Israël à des fins

défensives, l'annexion par la Russie de la péninsule ukrainienne de Crimée ou le programme de construction et d'expansion d'îles chinoises en mer de Chine méridionale (Huth, 2009). Le caractère symbolique de certains espaces, en termes d'identités nationales ou autres, est lui aussi essentiel. De nombreux territoires sont ainsi perçus comme lieu d'ancrage des liens historiques que l'État entretient avec ses citoyens (Murphy, 2010). Les conflits territoriaux, de par leur dimension stratégique ou affective, sont imperméables à tout compromis politique (Fearon, 1995).

La géographie, que ce soit comme facteur d'influence ou comme cause de conflit, fait l'objet de nombreuses études. Une corrélation a été établie entre le risque accru d'une guerre et le nombre et les caractéristiques des frontières partagées, de même qu'un conflit en cours dans un pays voisin (Reed et Chiba, 2010). Cette corrélation impliquant la distance et les frontières est confirmée par de nombreuses études (Gibler, 2012). Par ailleurs, d'abondantes données suggèrent que les conflits territoriaux sont davantage propices à une escalade des tensions de nature plus récurrente que d'autres tensions politiques. Dans l'ensemble donc, il apparaît que le risque de conflits entre États dépend en partie de ces deux interprétations de la géographie (Senese, 2005).

Quelques publications sur les guerres inter-États s'intéressent à la manière dont la guerre se diffuse. Les guerres impliquant plus de deux États, ou les guerres multipartites, sont relativement rares, mais coûtent très cher et sont très destructrices (Vasquez et Valeriano, 2010). Les géographes recensent deux modes de diffusion : par contagion et hiérarchique.

La diffusion par contagion s'inspire de l'analogie avec la propagation d'une maladie et suppose une interaction sociale, entre individus ou entre groupes. L'approche retient que l'exposition aux autres peut entraîner la propagation et que ce processus dépend toujours de la distance. Dans la littérature sur la guerre, l'accent est mis sur les États en tant qu'acteurs, de sorte que cette interaction est généralement comprise comme survenant par-delà les frontières terrestres internationales. Les États qui ont une frontière terrestre commune

sont qualifiés de « contigus » et perçus comme davantage susceptibles d'interagir politiquement. La diffusion hiérarchique reconnaît une interaction, par le biais d'une structure organisationnelle commune, par exemple lorsque ceux qui se rallient à la guerre font partie de la même alliance. La distance est alors conçue en termes de structure organisationnelle. Dans ces situations, la guerre se propage à des États distants d'un point de vue géographique mais proches d'un point de vue organisationnel, comme ce fut le cas de la Triple Entente entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie, qui contribua à l'expansion de la Première Guerre mondiale.

Outre la contiguïté géographique et les alliances, les rivalités politiques constituent un autre facteur essentiel de diffusion des grands conflits internationaux tels que la Première Guerre mondiale (Radil et al., 2013). À titre d'illustration, l'entrée de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne dans une course à l'armement naval en 1890 et en 1914 a contribué à créer un climat de tension politique durable qui a joué dans la décision de la Grande-Bretagne d'entrer en guerre contre l'Allemagne lorsque celle-ci a envahi la Belgique (Kennedy, 1980). Ces rivalités dépendent généralement de la distance et reflètent des alliances existantes, les États distants ou alliés n'étant généralement pas des rivaux politiques (Diehl et Goertz, 2000). D'aucuns font valoir de ce fait que les alliances constituent le premier facteur de diffusion des conflits, puisqu'elles ont pour but d'engager des États à entrer en guerre dans le cas où l'un de leurs alliés serait menacé (Vasquez et Rundlett, 2016). Par conséquent, dans le système international, l'hypothèse prévaut que la guerre se propage à d'autres États par la voie hiérarchique d'abord, puis par contagion.

Géographie et guerre civile

Les travaux relatifs aux guerres civiles se démarquent de ceux consacrés aux guerres inter-États. Les deux phénomènes sont assez différents. Dans les conflits internes, les relations sont généralement très asymétriques, les rebelles étant le plus souvent des adversaires faibles face à l'État. Pour autant, les études sur les guerres civiles s'intéressent elles aussi à la double fonction de la géographie – comme

facteur d'influence et comme source de conflit. Les travaux qui intègrent la dimension géographique s'intéressent à certains aspects politiques ou économiques localisés et/ou mettent l'accent sur les liens politiques entre les gouvernements centraux et leurs périphéries. Par ailleurs, la littérature demeure axée sur l'incidence de caractéristiques explicitement géographiques telles que le terrain, les routes, les ressources naturelles et la démographie, ou encore sur la matérialisation et la propagation du conflit.

Les études sur les guerres civiles confortent l'idée que les soulèvements armés dirigés par des groupes d'opposition organisés contre un gouvernement central sont influencés par trois facteurs interdépendants : la motivation, la possibilité d'agir et l'identité (Collier et Sambanis, 2005). La motivation renvoie au décalage entre les résultats économiques tels qu'ils sont perçus par un groupe et ses attentes (« théorie de la privation relative »). La possibilité d'agir regroupe les divers moyens par lesquels un groupe peut lancer une action contre un gouvernement. L'identité désigne les liens communs par lesquels les personnes s'identifient à un groupe plus vaste. D'un point de vue géographique, ces facteurs sont considérés comme changeants au sein du système international mais aussi au sein d'un même État.

Ces trois facteurs sont également interprétés sous l'angle géographique. Ainsi, les arguments relatifs à la privation relative suggèrent que les personnes qui vivent dans des lieux pauvres ou qui sont marginalisées devraient être plus enclines à soutenir et rejoindre un groupe rebelle, rendant nécessaire une cartographie des lieux de forte pauvreté (Hegre et al., 2009). Le discours politique du MNLA au Mali, par exemple, évoque souvent l'état de privation dans lequel se trouve la région de Kidal pour justifier son mouvement politique. Les études à grande échelle ont confirmé qu'il existe une corrélation positive entre les inégalités intrarégionales et les guerres civiles (Østby et al., 2009). S'il existe différentes formes de moyens d'action, la littérature a mis en lumière la manière dont les rébellions sont financées, notamment par l'extorsion de ressources naturelles précieuses, les réseaux de financement de la diaspora et le soutien d'États étrangers (Le Billion, 2005). Souvent, la question des moyens

d'action fait ressortir les avantages d'un terrain difficile, qui peut offrir une protection contre les forces gouvernementales (Hendrix, 2011). La proximité de frontières peut également permettre aux groupes de trouver refuge et peut faciliter le commerce illicite et la contrebande (Goodhand, 2008). La distance qui sépare les centres du pouvoir politique, tels que les capitales et les bases militaires (Cederman et al., 2009; Buhaug, 2010), est un autre facteur qui influe sur la probabilité d'un conflit, de même qu'est déterminante l'existence de réseaux routiers, qui peuvent faciliter ou limiter la mobilité des groupes rebelles et des forces gouvernementales dans des régions reculées (Zhukov, 2012). Enfin, la répartition des groupes ethniques ou d'autres identités sociales (par exemple l'affiliation religieuse) sert d'indicateur pour estimer le potentiel d'émergence de mouvements séparatistes ou révolutionnaires (Denny et Walter, 2014).

La manière dont les guerres civiles se propagent au sein d'un État est moins bien documentée. Ainsi, Buhaug et Gates (2002) font valoir que les buts poursuivis par un groupe non étatique sont essentiels pour comprendre la géographie d'un conflit au sein d'un État. Ces auteurs constatent que les groupes séparatistes ont tendance à se battre dans des régions plus éloignées de la capitale que les groupes révolutionnaires, car les capitales sont des sièges symboliques et concrets du pouvoir central. Les études partent largement du principe que la violence non étatique naît en premier lieu dans l'« arrière-pays » rural d'un pays ou là où la capacité coercitive de l'État est trop faible pour prévenir ou prohiber la rébellion (Fearon et Laitin, 2003 ; Collier et al., 2009). Ce constat vient dans une large mesure étayer l'importance des caractéristiques géographiques de nature à faciliter la guérilla. Les ressources propres et les réseaux de transport sont également susceptibles de faciliter les déplacements des insurgés et des forces gouvernementales.

Ces diverses préoccupations ont amené les chercheurs à insister, au cours des dix dernières années, sur la production de données géoréférencées, ce qui a favorisé l'utilisation de systèmes d'information géographique et l'analyse statistique des données spatiales (Walther et Miles, 2018). Alors que les analyses des guerres civiles

étaient jusqu'alors conceptuellement limitées du fait d'approches centrées sur l'État et d'un manque général de données fiables au niveau infranational, les études contemporaines s'appuient désormais sur des données satellitaires, désagrégées ou localisées. Ces données permettent de comprendre comment la violence politique se déclenche et se diffuse dans le temps et dans l'espace (Zammit-Mangion et al., 2013).

En conséquence, des travaux s'attachent à examiner comment des caractéristiques géographiques localisées influent sur la probabilité de déclenchement d'une guerre civile (Buhaug et Rød, 2006 ; Raleigh et Hegre, 2009) et sur la durée des conflits (Buhaug et al., 2009). Les indicateurs politiques et économiques locaux intègrent désormais des facteurs tels que la nature du gouvernement, les divisions ethniques, la pauvreté, le revenu, les inégalités ou l'effectif et le moral des troupes. Les déterminants locaux des conflits intègrent également des facteurs environnementaux tels que la variabilité des précipitations et des températures, les conditions de visibilité et de vent, la fréquence des sécheresses et la richesse en ressources naturelles (Carter et Veale, 2013). Les études sur le terrorisme s'intéressent elles aussi aux déterminants géographiques de la violence (Braithwaite et Li, 2007). Les modèles statistiques intègrent davantage de variables comme le relief montagneux, le couvert forestier, la distance par rapport aux frontières nationales et aux capitales, le degré d'intensité du conflit civil, l'activité économique et la densité de population pour tenter d'expliquer et de prévoir les épisodes de violence organisée (Marineau et al., 2018).

Le projet de système d'alerte précoce des actes de violence (Violence Early-Warning System - ViEWS), lancé par l'université d'Uppsala, est représentatif de cette approche qui présume que les facteurs géographiques, sociaux, économiques et politiques conduisent certains groupes ou personnes à recourir à la violence organisée (Hegre et al., 2019). Selon cette approche, le milieu ou le contexte dans lequel survient la violence politique est un déterminant important de l'action des participants, pour deux raisons. Tout d'abord, les ressources disponibles pour soutenir un conflit varient au plan géographique et, ensuite, ce type d'influence contextuelle est

toujours observé et mesuré là où est menée l'action. L'approche type consiste à mettre au point des modèles « globaux » qui présupposent que les sites sont indépendants les uns des autres (Radil, 2019). Le plus souvent, les études mesurent de nombreuses variables relatives au contexte en question de manière à cerner les effets contextuels et partent du principe que les liens entre le contexte et l'action ne changent pas au sein d'une même région géographique.

En matière de géographie politique, une autre école appréhende les influences contextuelles en reconnaissant qu'elles représentent plus que la somme des diverses caractéristiques locales. Cette école reconnaît l'existence de multiples échelles d'influence potentielle. Dans un conflit armé, les groupes rebelles peuvent simultanément exploiter les doléances des populations locales, mettre sur pied un programme d'action national, mener des opérations à l'échelle régionale et exploiter des ressources mondiales. Le groupe jihadiste Boko Haram, par exemple, puise sa force dans les conflits locaux autour des ressources naturelles auxquels les pays de la région du lac Tchad n'apportent pas de réponse.

Il lutte contre l'État nigérian, attaque les populations civiles et les forces de sécurité dans les pays voisins et s'appuie sur une allégeance officielle à une organisation jihadiste mondiale comme l'État islamique (Thurston, 2018). Ces effets apparaissent au grand jour en certains lieux, sans toutefois être le résultat d'actes politiques ni être directement observables là où se sont produits ces actes.

Les modèles mis au point par les tenants de cette école partent de l'hypothèse selon laquelle les lieux géographiques sont interdépendants (Franzese et al., 2016). Selon cette approche, le contexte ne saurait être réduit à une série de variables indépendantes mesurées localement. À titre d'illustration, autant la région des Grands lacs, en Afrique de l'Est (Burundi, RDC, Rwanda, Tanzanie, Ouganda) que l'Afrique de l'Ouest (Guinée, Libéria, Sénégal et Sierra Leone) ont connu de nombreuses guerres civiles qui ne peuvent pas être appréhendées indépendamment (O'Loughlin et Raleigh, 2008). Ce constat souligne la nécessité de prendre en compte l'interdépendance spatiale pour analyser les conflits civils.

COMMENT L'ESPACE INFLUE SUR LES ACTEURS POLITIQUES

L'intérêt porté à la géographie de la violence politique s'est considérablement accru après les attentats du 11 Septembre 2001 et l'émergence d'organisations telles qu'Al-Qaïda ou l'État islamique, dont la sphère d'action et le discours contrastent avec les priorités locales de la plupart des organisations terroristes à caractère religieux. Il convient toutefois de noter que le terrorisme n'est pas la seule manifestation de violence politique qui a une dimension géographique explicite : les rebelles, les chefs de guerre et les milices doivent rechercher des fonds, planifier des attaques, acquérir des armes, recruter de nouveaux membres et échapper aux forces gouvernementales, autant d'activités liées par nature à l'espace. La géographie de ces activités peut être étudiée à travers le prisme de diverses notions spatiales telles que le lieu, la distance, l'identité, les frontières, le territoire et l'échelle.

Lieu

Le lieu où se trouvent les protagonistes d'un conflit est souvent l'information la plus facile, voire la seule information disponible pour mieux comprendre la géographie des conflits. Ce lieu peut se mesurer par les coordonnées géographiques et par ses caractéristiques contextuelles. La ville d'Agadez, par exemple, est à la fois une localité située aux degrés 16° 97' de latitude nord et 7° 98' de longitude est et une ville nigérienne de 119 500 habitants située au carrefour des routes commerciales et migratoires qui relie la mer Méditerranée au Sahel.

Dans le contexte de l'analyse des conflits, le lieu fait référence à l'endroit où les protagonistes ont vécu, fait leurs études et rencontré d'autres acteurs ou, ce qui est plus souvent le cas, au lieu d'une attaque. Dans l'une des premières études consacrées aux attentats du 11 Septembre 2001, par exemple, Krebs (2002) énumère plusieurs

lieux où les membres d'Al-Qaïda auteurs des détournements d'avions qui se sont écrasés à New York, en Virginie et en Pennsylvanie, sont allés à l'université, ont pris des cours d'aviation et se sont côtoyés. Le fait d'être ensemble au même endroit a été crucial pour acquérir des compétences techniques et nouer des liens sociaux en préparation des attentats. Dans une autre étude, Medina et Hepner (2008) reconstituent le réseau spatio-social d'Aafia Siddiqui, membre pakistanaise d'Al-Qaïda qui a étudié au Massachusetts Institute of Technology (MIT) à Boston et a effectué de nombreux voyages entre les États-Unis, le Pakistan, l'Afghanistan et l'Afrique de l'Ouest.

La position géographique est de plus en plus prise en compte pour analyser les réactions à des événements politiques violents, diffusées dans les médias sociaux en temps quasi réel. Ainsi, Carley et al. (2013) ont utilisé des outils de réseau et des outils géographiques pour visualiser l'emplacement des utilisateurs de Twitter qui avaient commenté l'attaque de la mission spéciale des États-Unis à Benghazi, en Libye, les 11 et 12 septembre 2012. Lorsque le lieu exact n'est pas disponible ou inexploitable, il est parfois nécessaire d'agrèger les données par district ou par région. Medina et al. (2011), par exemple, ont étudié les schémas spatio-temporels des attaques d'insurgés en Iraq entre 2004 et 2009 en se servant de données relatives aux districts administratifs et non de coordonnées géographiques réelles.

Distance

Si les protagonistes d'un conflit se trouvent dans un lieu différent, la distance entre eux, et entre les lieux qui leur sont associés, peut être mesurée de plusieurs façons. Le critère le plus utilisé est celui de la distance euclidienne, qui mesure la distance à vol d'oiseau entre deux points. L'hypothèse sous-jacente veut que des acteurs situés à proximité l'un de l'autre affichent une plus forte densité d'interactions sociales.

La distance euclidienne n'est toutefois pas une condition suffisante pour expliquer la formation de réseaux sociaux ; il faut également prendre en compte d'autres formes de proximité – cognitive, sociale, institutionnelle, structurelle – qui accroissent la densité du réseau (Boschma,

2005). Ces informations peuvent être utiles pour évaluer dans quelle mesure de nouvelles interactions peuvent se produire entre les acteurs au fil du temps.

La distance entre les acteurs d'un conflit révèle l'étendue du rayon d'action des organisations : local, national ou international. Les travaux existants tendent à indiquer que la plupart des organisations violentes continuent de s'appuyer sur des liens de proximité pour nouer des alliances ou perpétrer des attaques, malgré la disponibilité des nouvelles technologies de l'information. Au sein du réseau terroriste islamiste étudié par Medina et Hepner (2011), par exemple, la densité des liens entre les membres du réseau se réduit rapidement à mesure qu'augmente la distance géographique. Cette observation suggère que la distance réduit considérablement la connectivité et que la plupart des interactions reposent sur la communication physique et l'existence de liens étroits. À ce titre, les organisations violentes ont tendance à imiter d'autres groupes sociaux, pour lesquels les nouvelles technologies servent essentiellement à échanger des informations codifiées (Klausen, 2015).

Le fait que les organisations violentes forment souvent des groupes très soudés ne signifie toutefois pas que leurs cibles soient nécessairement locales. Les organisations terroristes en particulier doivent déterminer si elles souhaitent diriger leurs attaques contre des États proches, qu'elles perçoivent comme corrompus et « non islamiques », ou contre les pays occidentaux, qui apportent un soutien militaire ou politique aux régimes locaux, comme la France et les États-Unis (Encadré 2.2). La lutte contre l'« ennemi proche » est souvent en contradiction avec les objectifs de portée plus globale, ce qui crée des tensions internes et conduit à des scissions et à des défections (Ouellet et al., 2014). Dans les années 90, Al-Qaïda était divisée entre les mondialistes (Osama Ben Laden ou Ayman al-Zawahiri, par exemple), pour lesquels les États-Unis et leurs alliés représentaient l'obstacle principal à l'établissement d'un mouvement islamiste mondial, et les partisans d'une action locale désireux de renverser les régimes qui maintenaient les sociétés musulmanes dans un régime laïque (Sageman, 2004). Ces tensions n'ont jamais vraiment disparu et Al-Qaïda a adopté une structure constituée

Encadré 2.2

Cibler l'ennemi proche ou l'ennemi lointain ?

Lorsqu'en 1992, la guerre civile a débuté en Algérie, les groupes islamistes ont dirigé leurs attaques contre les forces de sécurité de l'État. Lorsque les violences se sont intensifiées au cours des années 90, la définition de l'ennemi s'est élargi (Le Sueur, 2010). La stratégie de violence incontrôlée dirigée contre les populations civiles musulmanes adoptée par le Groupe islamique armé (GIA) a conduit, en 1998, à la création du GSPC, dirigé par Hassan Hattab.

Le GSPC était divisé entre plusieurs factions aux opinions divergentes quant à l'usage de la violence aveugle, au meurtre de civils et à l'expansion internationale. Alors que Hassan Hattab souhaitait diriger les attaques contre les représentants de l'État et mettre sur pied un programme d'action nationale, d'autres dirigeants souhaitaient étendre la lutte à l'ennemi lointain, en particulier la France, comme le recommandait Al-Qaïda. Hassan Hattab a par la suite été remplacé par Nabil Sahrawi (en 2003) et

a rejoint le programme de réconciliation nationale lancé par le président Bouteflika en 2005. Al-Qaïda a joué un rôle important dans la réorientation de l'ambition nationaliste des groupes islamistes locaux en Afrique, y compris le GSPC, qui a changé de nom en 2007, sous la direction d'Abdelmalek Droukdel.

En Afghanistan, la guerre de 1979-89 opposait initialement les moudjahidines à leur « ennemi proche », représenté par l'armée soviétique et le régime soutenu par l'Union soviétique. Le but premier des Talibans, apparus dans les années 90, visait également à se battre au sein de leur pays pour reprendre le pouvoir aux chefs de guerre moudjahidines. La guerre a été réorientée contre l'« ennemi lointain », incarné par les États-Unis, lorsque l'Afghanistan, sous contrôle taliban, est devenu un refuge pour Al-Qaïda, au milieu des années 90.

d'un commandement central et de nombreuses franchises locales ou régionales, à l'instar d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

En Afrique du Nord et de l'Ouest, les groupes qui s'attachaient à lutter contre les régimes locaux, à l'instar du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), d'AQMI (Algérie) et de Boko Haram (Nigéria), ont récemment adopté une approche plus globale prônée par Al-Qaïda et l'État islamique. Toutefois, la grande majorité de leurs attaques continue de viser leur pays cible historique. Depuis que Boko Haram a embrassé la violence, en 2009, plus de 70 % de ses attaques et 80 % de ses victimes sont enregistrées au Nigéria (Matfess, 2019).

Le choix de cibler un ennemi proche ou lointain n'explique qu'en partie pourquoi certaines organisations extrémistes s'internationalisent. Les organisations qui luttent contre un ennemi lointain n'ont pas nécessairement à perpétrer des attaques loin de leur pays d'origine. Elles peuvent choisir de cibler des personnes ou des intérêts au niveau local, en prenant des otages

ou en attaquant des bars, des restaurants et des hôtels fréquentés par des étrangers. Les groupes extrémistes peuvent également internationaliser leur action sans avoir à redéfinir leur ennemi, en particulier lorsqu'ils sont mis à rude épreuve par les organes gouvernementaux. L'expansion croissante d'AQMI vers le Sahara et le Sahel entre 2000 et 2010, par exemple, s'explique par les opérations antiterroristes menées contre le groupe par l'État algérien, ainsi que par l'absence d'adhésion populaire aux attaques violentes perpétrées en Algérie (Werenfels, 2015).

Même si les groupes armés dirigent leur propagande contre un ennemi lointain, leur champ d'action directe peut être beaucoup plus limité d'un point de vue géographique. Il est donc essentiel de distinguer entre le champ d'action militaire d'une organisation violente et son discours, comme le montre le [Tableau 2.2](#). Ce tableau montre que les effets des attaques perpétrées contre les ennemis proches ou lointains des organisations terroristes peuvent se ressentir au niveau local ou international. En

Tableau 2.2

Attaques et effets sur l'ennemi

	Attaques ciblant un ennemi proche	Attaques ciblant un ennemi lointain
Effets locaux escomptés	Attaques contre des cibles locales pour induire un changement au niveau de la politique locale. Exemple : attaques d'églises et d'installations publiques dans le nord du Burkina Faso par Ansaroul Islam en 2019.	Attaques contre des cibles étrangères pour induire un changement au niveau de la politique locale. Exemple : enlèvement de 32 touristes européens dans le sud de l'Algérie par le GSPC en 2003.
Effets escomptés sur des pays lointains	Attaques perpétrées contre des cibles locales pour induire un changement au niveau de la politique internationale. Exemple : attaque de l'hôtel Radisson Blu à Bamako par AQMI et Al-Mourabitoun en 2015.	Attaques perpétrées contre des cibles étrangères pour induire un changement au niveau de la politique internationale. Exemple : attaque du 11 Septembre aux États-Unis par Al-Qaïda en 2001.

Source : Adapté de Medina et Hepner, 2013.

Afrique du Nord et de l'Ouest, la grande majorité des organisations violentes dirigent leurs attaques contre des ennemis proches et cherchent à avoir des retombées au niveau local. C'est le cas par exemple des militants islamistes d'Ansaroul Islam, qui tuent des représentants de l'État et les populations chrétiennes au Sahel (cellule en haut à gauche du tableau). Ce type d'organisation violente ne suit pas de programme d'action international, et n'a pas la capacité de mener des opérations militaires loin de sa terre natale. Les attaques perpétrées contre des ennemis proches peuvent également viser à transformer la politique étrangère ou internationale (cellule en bas à gauche du tableau). C'est le cas des groupes terroristes qui ciblent des structures appartenant à des Occidentaux ou sont gérées par eux, comme l'illustre l'attaque par AQMI et Al-Mourabitoun de l'hôtel Radisson Blu à Bamako, en 2015.

Les combattants peuvent également cibler un ennemi lointain pour induire des changements au niveau de la politique locale (colonne en haut à droite, [Tableau 2.2](#)). Au début des années 2000, par exemple, le GSPC a enlevé une trentaine de touristes européens au Sahara afin de dégager des ressources au profit d'un mouvement qui luttait essentiellement contre le gouvernement algérien. Cette stratégie s'est révélée aussi lucrative qu'efficace : en moins d'une décennie, le nord du Mali, l'ouest du Niger et l'est de la Mauritanie se sont pour ainsi dire vidés de leurs populations européennes, tandis que le tourisme au Sahel et

au Sahara s'est presque tari. Enfin, les attaques perpétrées contre un ennemi lointain dans le but d'avoir des retombées internationales (colonne en bas à droite) visent à frapper les pays occidentaux en leur cœur, tout en touchant un public le plus large possible dans le monde. L'exemple le plus emblématique est celui des attentats du 11 Septembre 2001 aux États-Unis. Pour spectaculaire qu'il soit, ce type d'attaque est rare.

Identité

Dans un conflit, chaque acteur noue et entretient des liens affectifs, un sentiment d'identité et un attachement à l'égard de son lieu de naissance ou de résidence. Les conflits contemporains en Afrique portent sur des problématiques liées à l'identité de groupe. Mary Kaldor (2012) et d'autres spécialistes ont forgé l'expression « politique identitaire » pour décrire les mouvements qui se mobilisent autour de l'identité ethnique, raciale ou religieuse aux fins de revendiquer le pouvoir. L'effondrement des États autoritaires après la Guerre froide, la perte de légitimité des États postcoloniaux et la désillusion face aux régimes laïques nationalistes postcoloniaux sont autant de facteurs qui ont favorisé l'essor de politiques identitaires. Il s'agit d'un motif puissant de conflit pour les groupes rebelles qui revendiquent une meilleure répartition des ressources nationales, une plus grande autonomie ou l'indépendance.

La mobilisation de l'identité de groupe à des fins politiques peut être appréhendée d'un point de vue géographique, étant donné que l'identité des groupes rebelles s'inscrit dans des contextes qui ont toujours une dimension spatiale. Par conséquent, l'espace associé au contexte dans lequel vit un groupe a des conséquences sur la politique identitaire. Même s'ils ne sont pas bien définis d'un point de vue géographique ou historique, ces espaces présentent une grande valeur au plan politique. Les groupes peuvent revendiquer le fait qu'ils sont la représentation politique de ces espaces et des populations qui y vivent, et donc en tirer un sentiment de légitimité pour user de la violence.

Les divers mouvements rebelles touareg au Mali font ainsi expressément référence à l'Azawad, un terme touareg dérivé d'Azawagh, qui désignait à l'origine une région vaste et aride couvrant le nord-ouest du Niger, le nord-est du Mali et le sud de l'Algérie. L'Azawad est aujourd'hui employé pour désigner la partie septentrionale du Mali (les régions de Gao, Menaka, Tombouctou, Taoudeni, Kidal et une partie de la région de Mopti), où vivent principalement des Songhaï, des Peul, des Touareg et des populations arabes. Le fait que le territoire formé par l'Azawad aurait été négligé par l'État malien était l'une des principales raisons avancées par les rebelles touareg pour justifier le dernier conflit (Zounmenou, 2013).

L'espace géographique est également un élément important pour la formation et la reproduction de l'identité de groupe. Charles Tilly (2015) et d'autres ont posé le postulat selon lequel les relations interpersonnelles constituent les éléments fondamentaux de processus sociaux plus vastes qui se combinent et s'assemblent pour former des liens sociaux durables. Ces liens forgent les identités du groupe ; les sentiments d'appartenance à des communautés sont nourris par l'appartenance effective à des communautés de solidarité, que l'ordre du groupe met à profit et s'approprié (de Federico de la Rúa, 2007). L'espace a des implications manifestes pour les réseaux interpersonnels et la proximité est considérée comme jouant un rôle essentiel dans le développement de ces réseaux (Bloom, 1990).

Frontières

Les conflits contemporains transcendent souvent les frontières nationales (Salehyan, 2009). C'est particulièrement le cas en Afrique, où les conflits transnationaux impliquant des acteurs non étatiques sont devenus beaucoup plus fréquents que les guerres entre États depuis la fin de la Guerre froide (Gow et al., 2013). Cette évolution a tendance à brouiller la distinction entre affaires nationales et internationales.

Les frontières africaines sont devenues synonymes de troubles politiques pour plusieurs raisons qui concernent à la fois l'État et les acteurs non étatiques (Walther et Miles, 2018). Dans certains cas, les forces armées traversent les frontières pour pénétrer dans des États voisins afin d'exercer leur droit de poursuite, d'éliminer les bases rebelles et de rétablir l'ordre (Reno, 2011). En 2010 par exemple, la Mauritanie a mené une série d'expéditions contre AQMI au nord du Mali pour réduire leur capacité de mener des attaques et de prendre des otages (Harmon, 2014). Les forces gouvernementales viennent également en aide aux pays voisins alliés menacés par des rébellions. Ainsi, les troupes guinéennes ont occupé la ville de Yenga, en 2011, afin d'aider l'armée de la Sierra Leone à se battre contre le Front révolutionnaire uni (FRU), un mouvement rebelle fondé par des Sierraléonais au Libéria.

Les conflits se propagent également par-delà les frontières lorsque les forces gouvernementales et leurs milices cherchent à déstabiliser des régimes voisins ou interviennent dans des camps de réfugiés supposés abriter des rebelles. Dans la région des Grands lacs, le Front patriotique rwandais (FPR) a envahi le Rwanda et mis fin au génocide perpétré contre les Tutsi et les Hutu modérés en 1994. En 1996, le Rwanda et ses alliés ont envahi le Zaïre dans l'intention de remplacer le président Mobutu Sese Seko, qui soutenait les extrémistes hutu dans l'est du pays. Cette invasion a déclenché la première guerre du Congo. La deuxième guerre du Congo a éclaté en 1998, lorsque des rebelles soutenus par le Rwanda et l'Ouganda ont envahi la nouvelle République démocratique du Congo (RDC) afin de mettre fin aux incursions des Hutu par-delà les frontières occidentales des

deux premiers pays et de créer une zone tampon pour protéger les Tutsi du Kivu (Prunier, 2009).

Les conflits qui touchent le continent africain traversent également les frontières lorsque les États lancent des opérations militaires coordonnées afin de contrer des menaces qui ne peuvent pas être éliminées à l'échelle nationale. Les initiatives militaires conjointes permettent aux forces armées, souvent réduites et sous-équipées, de mettre en commun leur personnel et leur matériel et de partager des renseignements sur la configuration spatiale des organisations violentes. Ainsi, le Mali et la Mauritanie ont mené une série d'opérations antiterroristes collectives contre les bases militaires d'AQMI situées dans la forêt de Ouagadougou, au nord-ouest du Mali, en 2011. Plus récemment, le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad ont inscrit les opérations antiterroristes au mandat de leur Force multinationale mixte (MNJTF) afin de faire face à la menace posée par Boko Haram dans la région du lac Tchad. En 2015, le Niger et le Tchad ont lancé une offensive conjointe par-delà la frontière et ont repoussé Boko Haram dans les zones rurales (Campbell et Page, 2018). Des attaques aériennes coordonnées menées par les forces tchadiennes et nigérianes ont également aidé les quatre pays à reconquérir des territoires perdus dans le Borno cette année-là (Kendhammer et McCain, 2018). Toutefois, la coordination est très insuffisante en raison de rivalités entre le Nigéria et ses voisins et de la faiblesse militaire du Nigéria face à un ennemi extrêmement motivé (Thurston, 2018).

Enfin, les conflits se régionalisent quand des groupes armés déplacent leurs efforts dans d'autres pays sous la pression des opérations anti-insurrectionnelles. Le cas récent d'AQMI en est un bon exemple. Connu jusqu'en 2007 sous le nom de GSPC, un groupe dissident du GIA, AQMI a été expulsé par les forces algériennes de son fief en Kabylie et repoussé vers le Sahel et le Sahara au milieu des années 2000. Dans le nord du Mali, l'organisation a été tolérée pendant de nombreuses années par le gouvernement malien et s'est constitué un réseau d'alliances avec des tribus touareg et arabes qui lui a permis de mener de nombreuses opérations dans la région jusqu'au début des années 2010 (Carte 2.1) (Walther et Christopoulos, 2015). Après l'intervention

française de 2013, certains membres d'AQMI se sont réfugiés en Libye, où le chaos qui régnait après l'effondrement du régime du colonel Kadhafi représentait un terrain fertile pour les organisations jihadistes.

Boko Haram a connu une évolution semblable au cours des dernières années. Si le groupe concentrait ses attaques dans le nord-est du Nigéria jusqu'en 2014, la pression croissante exercée par les forces gouvernementales l'a amené à perpétrer de plus en plus d'attaques dans les pays voisins du Cameroun, du Niger et du Tchad. En Afrique centrale, la LRA a suivi la même tendance. Historiquement basé dans le nord de l'Ouganda, le groupe a commencé à étendre son cercle d'action à la RDC et à la République centrafricaine au milieu des années 2000, à la suite d'une série d'offensives militaires conjointes menées sans succès par les pays voisins (Allen et Vlassenroot, 2010).

La porosité de nombreuses frontières en Afrique facilite les déplacements de combattants, d'otages et d'armes, et étend la portée géographique de ces conflits. Dans la région, les organisations violentes utilisent les régions frontalières comme des bases à partir desquelles ils lancent leurs opérations militaires, recherchent de nouvelles recrues et établissent de nouvelles positions. L'offensive menée par des groupes jihadistes et le MNLA contre l'armée malienne en 2012, par exemple, a pu s'appuyer sur des combattants touareg ayant fui la Libye avec des armes légères, des munitions et des engins explosifs provenant du stock pléthorique de Kadhafi. Lors des rébellions qui ont ravagé la partie occidentale du golfe de Guinée au cours des années 90, les groupes rebelles se sont également largement servis des zones frontalières.

Le caractère transnational des conflits africains a été analysé comme étant soit une conséquence de la défaillance de l'État, soit une stratégie de survie. Selon la première approche, les États qui ont perdu le monopole de l'usage légitime de la violence ont tendance à attirer des organisations violentes chassées d'autres pays ou en quête d'un refuge plus sûr. L'idée que la défaillance des États permet à des organisations violentes de prendre pied dans des régions de non-droit et d'y créer des sanctuaires a

suscité une adhésion accrue après les attentats du 11 Septembre 2001 et demeure largement populaire (Gray et LaTour, 2010). En étroite corrélation avec cette vision, la seconde thèse fait valoir que les organisations violentes qui subissent des défaites dans leur pays d'origine n'ont d'autre choix que de se réinstaller au-delà des frontières (D'Amato, 2018).

Ces deux thèses partent du principe que l'essor des organisations violentes découle de la défaillance de l'État ou de sa politique : les États sont soit trop faibles pour contrôler leur territoire, soit trop forts pour tolérer la présence d'organisations terroristes sur leur territoire. Des études plus récentes tendent à indiquer que ces approches sont complémentaires. Au Pakistan, par exemple, les groupes terroristes se développent lorsque l'État n'a ni la volonté ni la capacité de les contrer (Arsenault et Bacon, 2015). En Afrique du Nord et de l'Ouest également, la Mauritanie et le Tchad sont très engagés dans la lutte contre des groupes transnationaux et ont subi moins d'attaques que le Mali ou le Niger (Walther et al., 2018).

Le monde compte maintes régions frontalières qui servent de sanctuaire à des organisations violentes. Sur les 68 groupes terroristes placés sur la liste du Département d'État américain en juin 2019, 38 utilisaient une zone refuge près d'une frontière pour lancer leurs opérations militaires ([Carte 2.2](#)). Près de 40 % de ces groupes opèrent entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde, une région qui inclut le Cachemire administré par le Pakistan, les zones tribales sous administration fédérale pakistanaise (FATA, pour Federally Administered Tribal Areas), le nord du Waziristan pakistanaise, le Balouchistan et le Cachemire administré par l'Inde. Cette région frontalière sert de refuge à des organisations violentes soutenues par le Pakistan depuis au moins la guerre d'Afghanistan de 1979 à 89 contre les Soviétiques. La frontière entre le Liban et la Libye, les régions limitrophes entre la Syrie et l'Iraq, le Liban du Sud et le Kurdistan abritent dix organisations terroristes étrangères. Au milieu des années 2010, par exemple, les forces d'opposition syriennes ont trouvé refuge dans les zones à majorité sunnite, tandis que le Hezbollah lançait ses attaques ou pénétrait

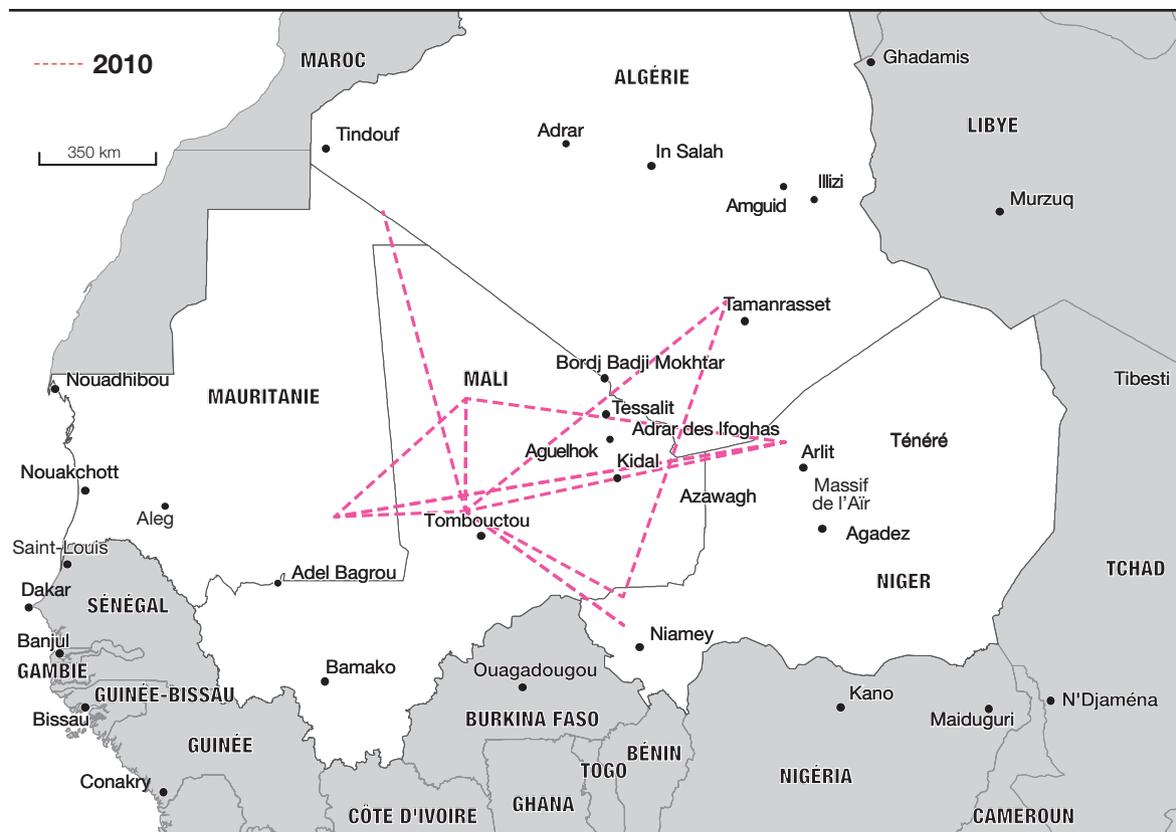
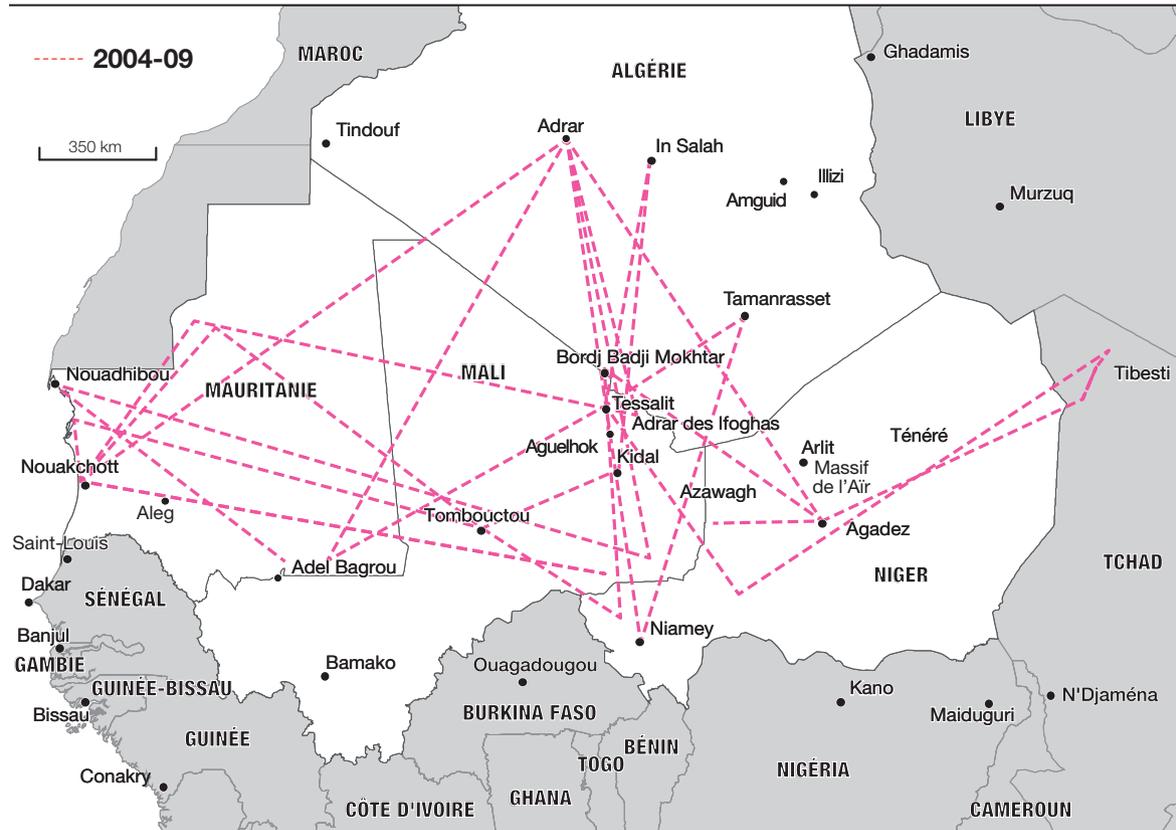
en Syrie depuis des zones à majorité chiite. Au Sahel, sept organisations terroristes étrangères opèrent dans des régions frontalières, du centre du Mali, à l'ouest, au bassin du lac Tchad, à l'est.

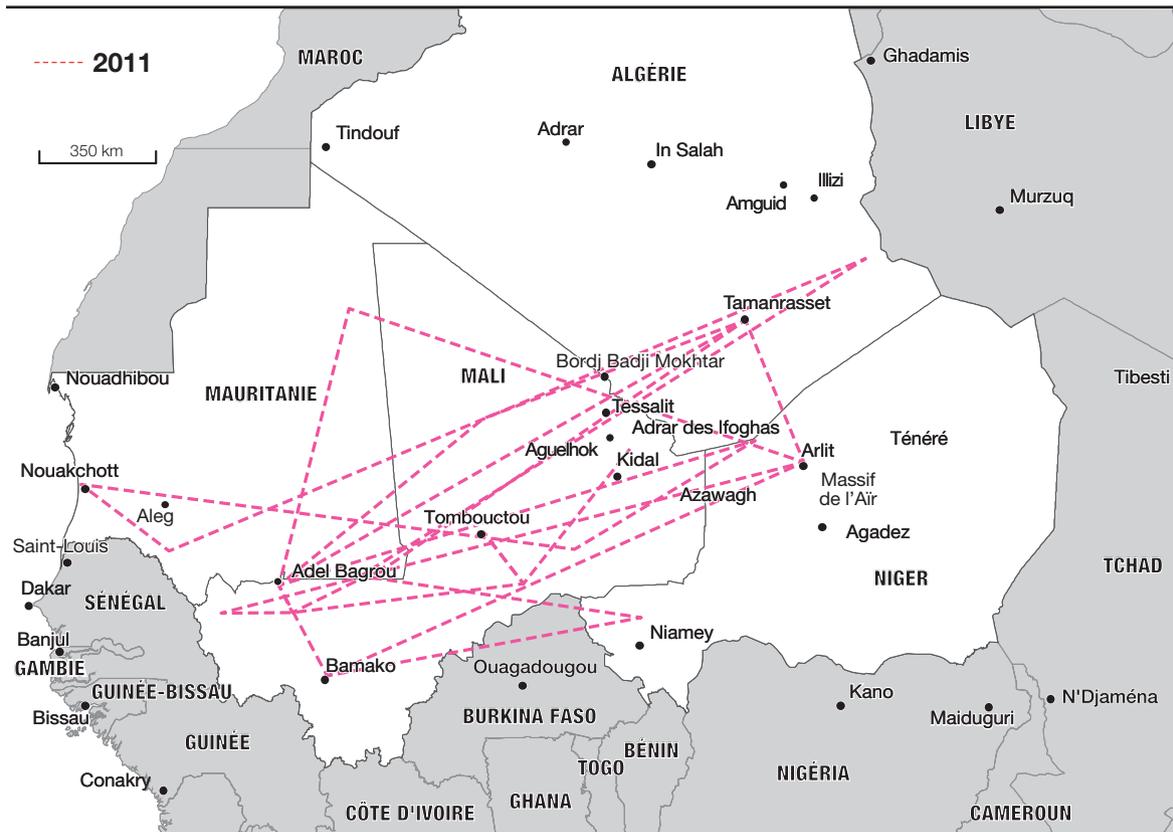
La thèse axée sur la défaillance de l'État, sur laquelle se fonde la notion de sanctuaire, fait l'objet de critiques croissantes depuis la fin des années 2010, pour plusieurs raisons. En premier lieu, la présence d'organisations violentes ne saurait être imputée à la seule faiblesse des États. Comme le montre clairement l'exemple des FATA, au Pakistan, les organisations terroristes peuvent non seulement fleurir au sein d'États forts, mais aussi être activement soutenues par ces derniers (Newman, 2007). Ensuite, il n'existe pas de « vide du pouvoir » qui permettrait à des organisations violentes de prospérer sans se heurter à d'autres formes de gouvernance (Campana et Ducol, 2011). Même dans des régions comme le nord du Mali ou du Nigéria, où l'État central est incapable de remplir ses fonctions, d'autres formes de pouvoir fondées sur le droit coutumier ou le droit civil peuvent présenter une forte capacité de résistance.

Englebert (2009) fait valoir à cet égard que l'objectif des mouvements rebelles africains n'est pas de nature à remettre en question l'intégrité de l'État, aussi faible soit-il, mais à le préserver afin d'en récolter une partie des fruits. Cette approche explique pourquoi les groupes rebelles africains cherchent rarement à remplacer l'État et ses institutions dans la fourniture des services publics. Au contraire, leur lutte est motivée par la quête des privilèges qu'apporte la souveraineté, celle-ci pouvant ensuite être mise à profit pour contrôler et extraire des ressources auprès de leurs propres populations. Dans la même veine, Dowd et Raleigh (2013) affirment que la compréhension des déterminants locaux des conflits permet de remettre en question les discours sur les zones « non gouvernées », ainsi que la manière dont les élites politiques exploitent ces discours pour détourner l'attention de leur mauvaise gouvernance. Dans les pays où l'identité ethnique détermine la répartition des ressources nationales, les groupes dissidents exclus du pouvoir n'ont guère d'autre choix que de s'étiqueter « islamistes ».

Carte 2.1

Événements violents liés aux organisations affiliées à Al-Qaïda, 2004-11





Notes : Chaque point indique le lieu d'une attaque. Les lignes en pointillés relient chronologiquement les actes de violence commis par des groupes affiliés à Al-Qaïda. Elles n'indiquent pas des mouvements réels, mais une succession d'événements historiques survenus dans la région.
 Source : Walther et al., 2018.

L'expansion géographique d'AQMI et d'autres groupes ne devrait pas faire oublier que le terrorisme transnational est une activité onéreuse, risquée et incertaine, même lorsque les frontières sont poreuses (Skillicorn et al., 2018). Les organisations qui ont un rayon d'action régional doivent supporter des coûts matériels destinés à cordonner des actions à longue distance, des coûts sociaux liés à la nécessité de nouer des liens avec d'autres insurgés et avec les populations locales, et des coûts stratégiques, en raison des mesures prises par l'État pour faire face aux menaces extérieures (D'Amato, 2018). Au Sahel, il a fallu de nombreuses années à AQMI pour apprendre à opérer sur de longues distances, traverser de nombreuses frontières et rallier les populations locales (Walther et al., 2018). La trajectoire de Boko Haram est similaire : le mouvement jihadiste a d'abord étendu son rayon d'action au sein du Nigéria avant d'établir des bases militaires

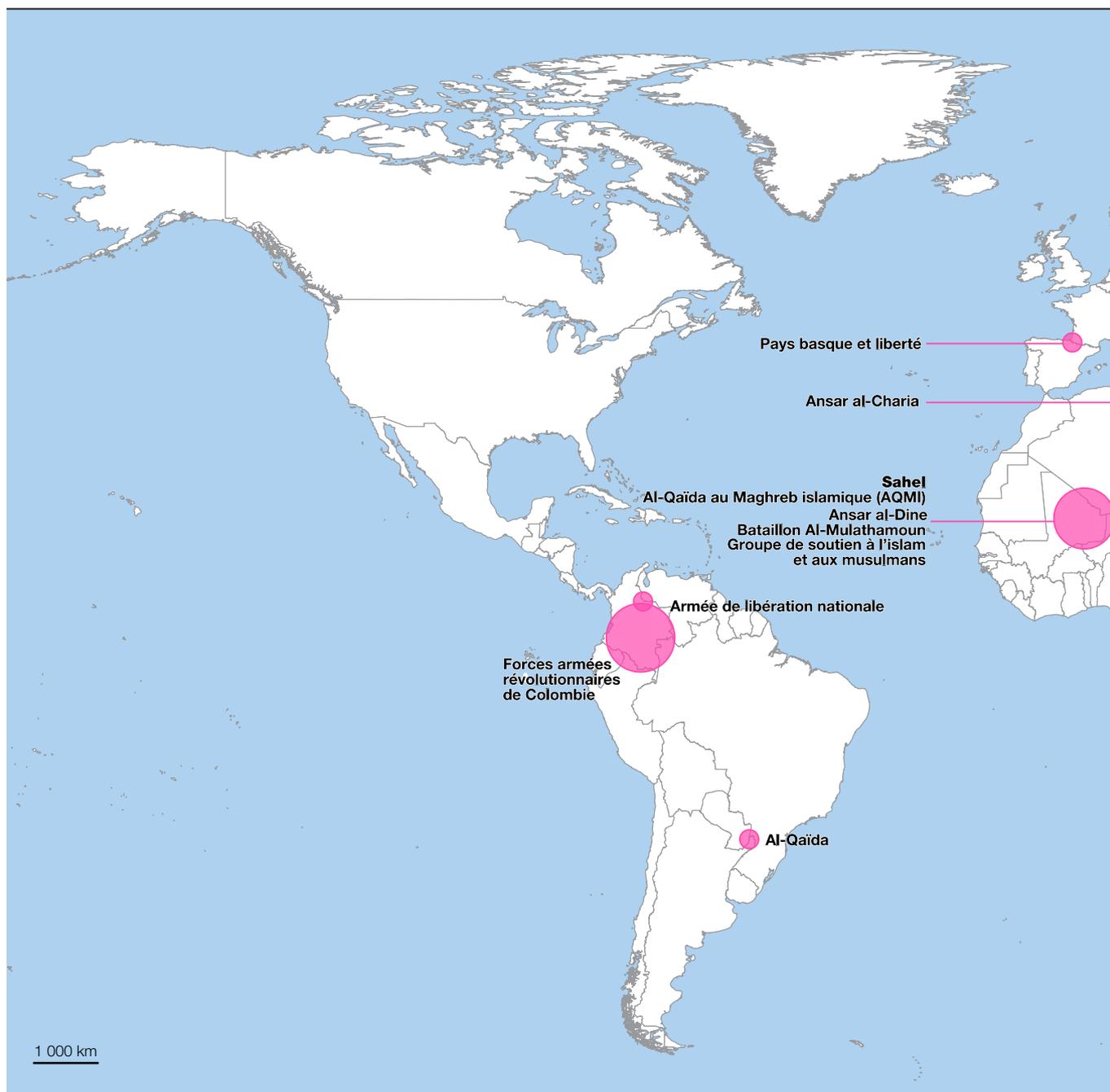
dans les pays voisins (Dowd, 2018). Dans le cadre de l'expansion de ses activités dans le bassin du lac Tchad, Boko Haram a également noué des alliances avec des éleveurs peul locaux, dont le bétail sert à la contrebande transnationale et, par la suite, avec des pêcheurs buduma, qui contrôlent le lac (Seignobos, 2018).

Territoire

Le territoire désigne un espace politique et institutionnel délimité, lié aux systèmes de gouvernance mis en place pour réglementer et contrôler les personnes et leurs activités au sein d'une région géographique définie (Antonsich, 2009). La question de savoir si les groupes terroristes ont tendance à reproduire des modes d'action étatiques ou au contraire à ignorer ou éviter le contrôle du territoire, est un sujet de débat essentiel (Elden, 2009 ; Medina et Hepner, 2013). Elle

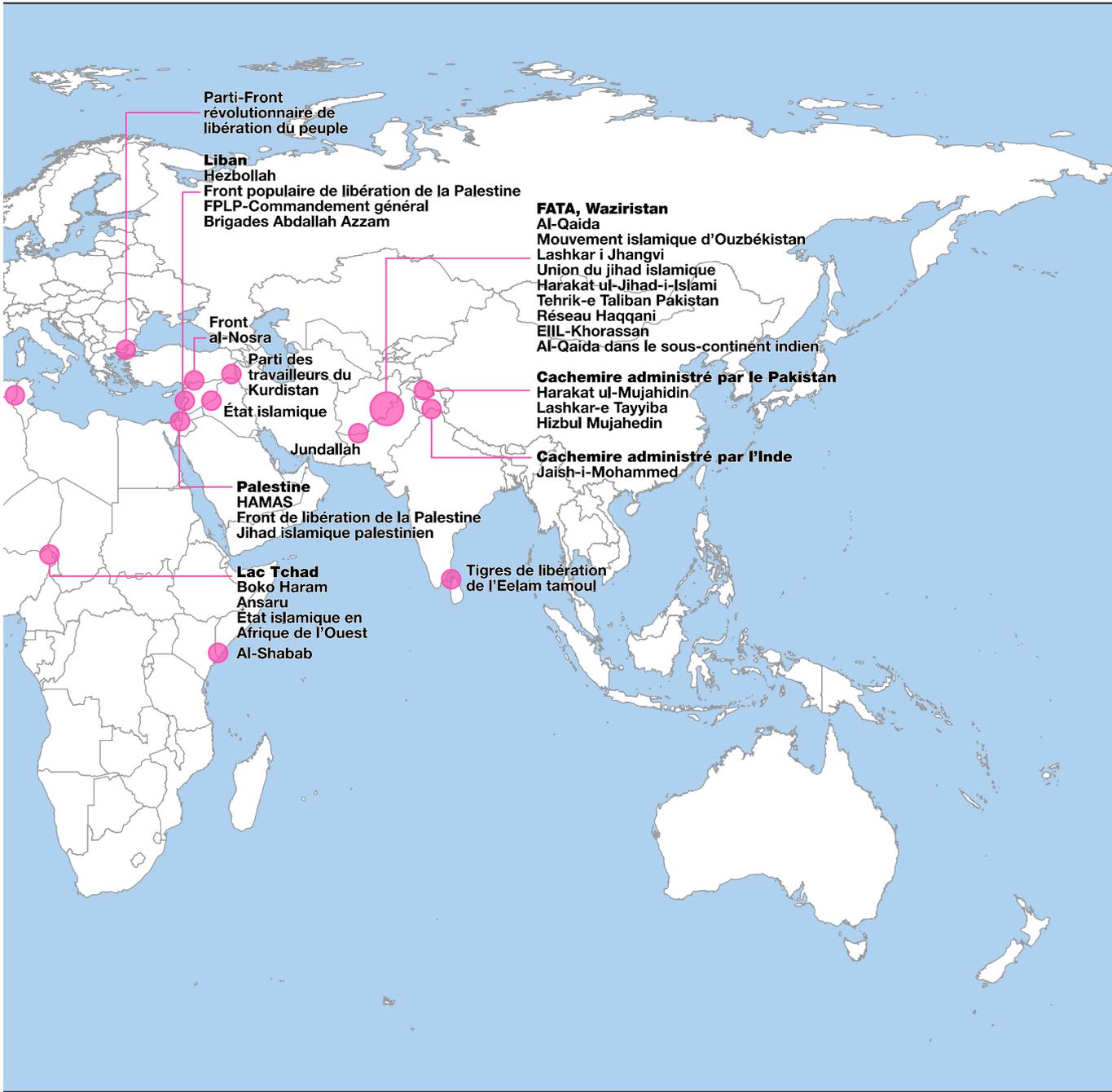
Carte 2.2

Organisations terroristes étrangères opérant dans des sanctuaires frontaliers



Notes : Les cercles roses indiquent l'emplacement de régions frontalières et non la zone d'opération de chaque organisation. Seules les organisations terroristes étrangères figurant sur la liste des États-Unis en juin 2019 sont prises en compte. Les organisations mondiales telles qu'Al-Qaïda sont représentées uniquement au niveau des principaux sanctuaires frontaliers et non à l'échelle mondiale.

Sources : Département d'État américain 2019, Arsenault et Bacon 2015. Sanctuaires frontaliers recensés par Walther et Leuprecht 2015, et par les auteurs.



met en lumière les dimensions stratégiques du territoire, en particulier la composante liée au contrôle de l'espace. Hoffman (2017), par exemple, a observé que si les groupes terroristes ne tentent généralement pas d'occuper un territoire, nombreuses sont les organisations terroristes qui s'efforcent d'exercer un contrôle sur un territoire et sa population. Dans le même sens, Asal et Rethemeyer (2008) affirment que la possession d'un territoire joue un rôle important pour les organisations terroristes, ne serait-ce que parce que le contrôle territorial est utile pour accroître les capacités opérationnelles et les ressources du groupe. Kydd et Walter (2006) font leur cette conception de la notion de territoire lorsqu'ils recommandent aux États de tout mettre en œuvre pour empêcher que des groupes ne contrôlent un territoire.

Ces interprétations illustrent une conception du territoire en tant que ressource susceptible d'être exploitée par les groupes pour atteindre leurs objectifs. Toutefois, pour d'autres, ce n'est pas le seul lien entre territoire et terrorisme (Castan Pinos et Radil, 2020). Le territoire étant inextricablement lié au développement de l'identité politique, il suscite un attachement particulier de la part des groupes, jusqu'à la volonté de commettre des actes de violence extrême pour le défendre (Pape, 2006). La défense du territoire ou, très souvent, la modification du statu quo territorial, peut donc devenir une ambition ou un but essentiel d'un groupe terroriste. L'aspiration nationaliste ou séparatiste a été le principal moteur de l'action de nombreux groupes, corses, basques et irlandais notamment. En l'espèce, le contrôle du territoire représente davantage une aspiration – le regain d'un contrôle de ce qui est perçu comme la patrie – qu'un intérêt stratégique.

Le territoire revêt donc une importance pour le terrorisme pour au moins deux raisons, l'une stratégique, l'autre plus idéologique – ce qui a pu être décrit comme la différence entre le « contrôle effectif » et les « prétentions de souveraineté » sur un territoire donné (Castan Pinos et Radil, 2020). La mise en contraste de ces différences peut mettre en évidence une forte variabilité quant aux raisons pour lesquelles, et la mesure dans laquelle, le territoire revêt une importance pour ces groupes. À titre d'illustration, la géographie

de nombreux groupes est souvent représentée comme limitée à une série de « sanctuaires » ou de « bases terroristes » (Walther et Retaillé, 2015). La réalité est toutefois plus complexe. Si certaines organisations ont circonscrit un territoire donné au sein duquel elles jouissent du soutien de la majeure partie de la population (les Talibans en Afghanistan, le Hezbollah au Liban, l'Armée républicaine irlandaise en Irlande du Nord), d'autres n'exercent de contrôle exclusif sur aucun territoire et peuvent difficilement être associées à une région particulière (AQMI). Par ailleurs, la structure d'un groupe peut modifier son comportement territorial. L'impossibilité de stationner des garnisons dans une région aussi peu peuplée que le Sahara rend futile toute tentative de contrôle du territoire. Les organisations violentes présentes dans la région s'efforcent par conséquent de contrôler la circulation des personnes et des biens (souvent illicites) en restreignant l'accès aux villes, aux marchés, aux points d'eau et aux routes (Bøås, 2015).

Échelle

L'échelle géographique est une notion contestée, mais qui désigne, dans son acception la plus conventionnelle, l'étendue ou la portée géographique des processus sociaux, du pouvoir ou des juridictions. Ces processus peuvent concerner des distances réduites (désignées généralement par le terme « local ») ou vastes (« global » ou « mondial »), ou une échelle entre les deux, ou encore, de multiples échelles à la fois. Les échelles et les processus qui y sont associés conduisent souvent à la définition territoriale de zones dont le périmètre varie – État, province, comté, commune ou quartier. À cette interprétation est liée la notion de limites/frontières, qui sont associées à ces espaces ainsi délimités, ainsi que l'éventualité que ces caractéristiques influent sur les interactions sociales.

La violence politique est rarement limitée à une échelle en particulier. Au contraire, elle se nourrit des différends locaux et des revendications nationales, s'exprime par le biais de canaux internationaux et mobilise des ressources mondiales. Un groupe comme Boko Haram, par exemple, exploite les ressources

halieutiques, pastorales et agricoles présentes dans le bassin du lac Tchad, dirige la plupart de ses attaques contre son pays d'origine et a établi des bases dans la région du lac Tchad. Son discours transcende également les échelles : il exploite le discours historique de l'empire du Kanem-Bornou, qui régna sur le bassin du lac Tchad et sur son extension saharienne pendant un millier d'années, pour asseoir ses revendications politiques sur une prétendue continuité historique qu'aurait interrompue la conquête coloniale (Barkindo, 2016). En inscrivant ses racines dans l'histoire locale, le groupe peut justifier sa stratégie de renouvellement politique et son rejet des structures institutionnelles liées à la colonisation, y compris la République fédérale du Nigéria. Parallèlement, Boko Haram exploite la vision panislamiste d'un monde musulman uni dont les frontières transcendent les frontières nationales pour inclure l'ensemble des croyants. De même, AQMI est une organisation « globale » qui est à la fois profondément ancrée dans son contexte local, en Algérie, et en mesure de générer des ressources mondiales à travers l'enlèvement d'otages européens (Marret, 2008 ; Werenfels, 2015).

Des études récentes montrent que ce sont davantage les problématiques internes que les discours relatifs à un terrorisme islamique mondial qui fournissent le terreau de l'extrémisme violent dans la région (Steinberg et Weber, 2015). Plutôt que d'opposer le local et le mondial, il conviendrait de parler de continuum. Dowd et Raleigh expliquent que des groupes comme Ansar al-Dine et d'autres se positionnent dans un discours islamiste mondial susceptible de leur apporter des ressources (2013 : 6). Parallèlement, ces groupes s'efforcent d'éviter toute assimilation avec les groupes ouvertement affiliés à Al-Qaïda, qui ont statut de parias, afin de favoriser un engagement national potentiel. L'enracinement local favorise l'accès à de nouvelles recrues et à des renseignements, permet à des groupes rebelles faibles d'éviter les conflits avec les forces de sécurité et contribue à accroître leur légitimité. Les liens à l'échelle mondiale permettent de s'assurer une reconnaissance internationale, de partager les ressources logistiques et de tenir un discours qui transcende les divisions locales, tribales et ethniques.

L'allégeance à des mouvements jihadistes internationaux est l'un des moyens par lesquels les mouvements locaux s'efforcent de construire un discours de portée mondiale et de s'attirer une reconnaissance internationale.

En 2007, le GSPC a prêté allégeance à Al-Qaïda et a pris le nom d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) sous la direction d'Abdelmalek Droukdel. En 2015, Al-Mourabitoun a prêté allégeance à l'État islamique et a été rebaptisé État islamique au Grand Sahara sous la direction d'Adnan Abu Walid al-Sahrawi (Warner, 2017).

Boko Haram a reçu un soutien financier et un entraînement par AQMI en 2010 (Thurston, 2018). En mars 2015, une faction de Boko Haram emmenée par Abubakar Shekau a prêté allégeance à l'État islamique et est devenue l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWA). En août 2016, l'État islamique a annoncé la nomination d'Abu-Musab al-Barnawi à la tête de l'ISWA en remplacement de Shekau.

En Libye, le Conseil de la Choura de la jeunesse islamique a prêté allégeance à l'État islamique en octobre 2014 et a été officiellement reconnu sous le nom d'État islamique, Wilayat Barqa (province de la Cyrénaïque) (Truitte, 2018).

Les résultats de cette stratégie sont mitigés. Si l'allégeance à des mouvements jihadistes mondiaux a contribué à la reconnaissance internationale de certains groupes et permis la mobilisation de ressources supplémentaires, cette démarche a également été interprétée comme un signe de faiblesse lorsque ces allégeances concordaient avec des défaites face aux forces gouvernementales (Thurston, 2018).

Si tant d'observateurs mettent l'accent sur la dimension internationale du terrorisme, c'est également parce que les États de la région se présentent souvent comme des remparts contre les mouvements islamistes mondiaux. Cette stratégie politique est finalement proche de la théorie des dominos en vogue dans les années 50, qui considérait que le changement de régime d'une nation en faveur du communisme entraînerait rapidement le basculement des pays voisins. Deux conférences ont été organisées à la fin de l'année 2017 à Paris pour éviter une telle perspective. Ainsi, le Tchad a mobilisé 20 milliards de dollars US (USD) pour mettre en œuvre son plan national de développement. Quelques semaines

plus tard, le Niger a suivi ces pas et a récolté 23 milliards USD à l'occasion d'une « conférence de la renaissance ». Ces montants sont considérables par rapport à l'aide étrangère reçue par ces pays, qui s'est élevée à 229 millions USD pour le Tchad et 427 millions USD pour le Niger en 2017. Au Nigéria, le président Jonathan a exploité l'argument de la guerre contre le terrorisme pour mobiliser la communauté internationale et obtenir des armes (Campbell, 2014).

Depuis les années 90, l'Afrique subsaharienne est en proie à des conflits armés résultant d'une combinaison de facteurs politiques qui exigent de s'intéresser aux déterminants locaux, aux tendances nationales et aux forces mondiales. Dans ce chapitre, il est illustré comment les facteurs internes ou externes qui expliquent la complexité et la persistance des conflits armés dans la région sont interprétés d'un point de vue géographique. Il convient de spatialiser les conflits pour mieux comprendre l'incidence que peuvent avoir des caractéristiques géographiques comme le lieu, la distance, les frontières, le territoire et l'échelle, ainsi que la manière dont les luttes armées se diffusent dans l'espace. D'une manière générale, un corpus important de connaissances sur la violence politique a pris forme au cours des dernières décennies. Ainsi, d'abondants travaux permettent de mieux appréhender les corrélations des facteurs d'instabilité politique, les sources communes de doléances et de rébellion et le comportement et les processus décisionnels des groupes violents au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Pour autant, il semble que la connaissance de la région, prise dans son ensemble, soit d'ordre plus microscopique que macroscopique. La littérature spécialisée s'appuie largement sur une conception binaire désormais dépassée (acteurs étatiques par opposition à non étatiques, etc.) et n'a guère apporté de réponses à la question de savoir pourquoi les conflits naissent, s'amplifient et se propagent au sein d'une région.

L'approche spatiale offre une occasion privilégiée de développer des connaissances à l'échelle régionale, en particulier avec de nouvelles sources de données géolocalisées sur les conflits armés. Comme le décrit le chapitre qui suit, les outils et techniques de l'analyse spatiale peuvent être mis à profit pour combler les lacunes évoquées plus haut, tout en prenant également en compte la dynamique des conflits dans l'espace et dans le temps. L'étude de la dimension spatiale des conflits en est toujours à un stade relativement embryonnaire et il reste encore beaucoup à faire pour mettre au point une approche globale prenant expressément en compte l'espace. Deux innovations majeures devront être introduites à cette fin. En premier lieu, une nouvelle théorie relative aux dimensions spatiales des conflits doit être proposée pour faciliter l'élaboration d'hypothèses vérifiables. En second lieu, de nouvelles méthodes doivent être adoptées pour permettre la conduite d'études systématiques et reproductibles à l'échelle régionale.

Références

- Allen, T. et K. Vlassenroot (2010), *The Lord's resistance army: Myth and reality*, Zed Books, New York.
- Anderson, B. (2006), *Imagined communities: Reflections on the origin and spread of nationalism*, Verso, New York.
- Antonsich, M. (2009), « On territory, the nation-state and the crisis of the hyphen », *Progress in Human Geography*, vol. 33, n° 6, pp. 789-806.
- Arsenault, E.G. et T. Bacon (2015), « Disaggregating and defeating terrorist safe havens », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 38, n° 2, pp. 85-112.
- Asal, V. et R.K. Rethemeyer (2008), « The nature of the beast: Organizational structures and the lethality of terrorist attacks », *The Journal of Politics*, vol. 70, n° 2, pp. 437-449.
- Barkindo, A. (2016), « How Boko Haram exploits history and memory », Africa Research Institute, 4 octobre.
- Basedau, M., G. Strüver, J. Vüllers et T. Wegenast (2011), « Do religious factors impact armed conflict? Empirical evidence from Sub-Saharan Africa », *Terrorism and Political Violence*, vol. 23, n° 5, pp. 752-779.
- Bates, R.H. (2008), *When things fell apart. State failure in late-century Africa*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Bloom, W. (1990), *Personal identity, national identity and international relations*, Cambridge University Press, Cambridge.

- Bøås, M. (2015), *The Politics of conflict economies*, Routledge, Londres.
- Bormann, N.C., L.E. Cederman et M. Vogt (2015), « Language, religion, and ethnic civil war », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 61, n° 4, pp. 744-771.
- Boschma, R. (2005), « Proximity and innovation: A critical assessment », *Regional Studies*, vol. 39, n° 1, pp. 62-74.
- Bosker, M. et J. de Ree (2014), « Ethnicity and the spread of civil war », *Journal of Development Economics*, vol. 108, pp. 206-221.
- Braithwaite, A. et Q. Li (2007), « Transnational terrorism hot spots: Identification and impact evaluation », *Conflict Management and Peace Science*, vol. 24, n° 4, pp. 281-296.
- Brzoska, M. et C. Fröhlich (2016), « Climate change, migration and violent conflict: vulnerabilities, pathways and adaptation strategies », *Migration and Development*, vol. 5, n° 2, pp.190-210.
- Buhaug, H. (2010), « Dude, where's my conflict? LSG, relative strength, and the location of civil war », *Conflict Management and Peace Science*, vol. 27, n° 2, pp. 107-128.
- Buhaug, H. et J.K. Rød (2006), « Local determinants of African civil wars, 1970-2001 », *Political Geography*, vol. 25, n° 3, pp. 315-335.
- Buhaug, H. et S. Gates (2002), « The geography of civil war », *Journal of Peace Research*, vol. 39, n° 4, pp. 417-433.
- Buhaug, H., S. Gates et P. Lujala (2009), « Geography, rebel capability, and the duration of civil conflict », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, n° 4, pp. 544-569.
- Buhaug, H., T.A. Benjaminsen, E. Sjaastad et O.M. Theisen (2015), « Climate variability, food production shocks, and violent conflict in Sub-Saharan Africa », *Environmental Research Letters*, vol. 10, n° 12, 125015.
- Burke, M., S.M. Hsiang et E. Miguel (2015), « Climate and conflict », *Annual Review of Economics*, vol. 7, pp. 577-617.
- Campana, A. et B. Ducol (2011), « Rethinking terrorist safe havens: Beyond a state centric approach », *Civil Wars*, vol. 13, n° 4, pp. 396-413.
- Campbell, J. (2014), « U.S. Policy to counter Nigeria's Boko Haram », *Council on Foreign Relations Special Report No. 7*.
- Campbell, J. et M.T. Page (2018), *Nigeria. What everyone needs to know*, Oxford University, Oxford.
- Carley, K.M., J. Pfeffer, H. Liu et F. Morstatter (2013), *Near real time assessment of social media using geo-temporal network analytics*, Proceedings of the 2013 IEEE/ACM international conference on advances in social network analysis and mining.
- Carter, T.A. et D.J. Veale (2013), « Weather, terrain and warfare: Coalition fatalities in Afghanistan », *Conflict Management and Peace Science*, vol. 30, n° 3, pp. 220-239.
- Castan Pinos, J. et S.M. Radil (2020), « The territorial contours of terrorism: A conceptual model of territory for non-state violence », *Terrorism and Political Violence*, vol. 32, n° 5, pp. 1027-1046.
- Cederman, L.E., H. Buhaug, et J.K. Rød (2009), « Ethno-naionalist dyads and civil wars », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, n° 4, pp. 496-525.
- Chabal, P. et J.P. Daloz (1999), *Africa works. Disorders as political instrument*, James Currey, Oxford.
- Chaney, T. (2018), « The gravity equation in international trade: An explanation », *Journal of Political Economy*, vol. 126, n° 1, pp. 150-177.
- Collier, P., A. Hoeffler et D. Rohner (2009), « Beyond greed and grievance », *Oxford Economic Papers*, vol. 61, n° 1, pp. 1-27.
- Collier, P. et A. Hoeffler (2004), « Greed and grievance in civil war », *Oxford Economic Papers*, vol. 56, n° 4, pp. 563-595.
- Collier, P. et N. Sambanis (dir. pub.) (2005), *Understanding Civil War (Volume 1: Africa) Evidence and Analysis*, Banque mondiale.
- D'Amato, S. (2018), « Terrorists going transnational: Rethinking the role of states in the case of AQIM and Boko Haram », *Critical Studies on Terrorism*, vol. 11, n° 1, pp. 151-172.
- De Federico de la Rúa, A. (2007), « Networks and identifications: A relational approach to social identities », *International Sociology*, vol. 22, n° 6, pp. 683-699.
- Denny, E.K. et B.F. Walter (2014), « Ethnicity and civil war », *Journal of Peace Research*, vol. 51, n° 2, pp. 199-212.
- Diehl, P.F. et G. Goertz (2000), *War and peace in international rivalry*, University of Michigan Press, Ann Arbor.
- Dowd, C. (2018), Nigeria's Boko Haram: Local, national and transnational dynamics, in Walther, O. et W.F. Miles (dir. pub.), *African border disorders. Addressing transnational extremist organizations*, Routledge, New York, pp. 115-135.
- Dowd, C. (2015), « Grievances, governance and Islamist violence in sub-Saharan Africa », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 53, n° 4, pp.505-531.
- Dowd, C. et C. Raleigh (2013), « The myth of global Islamic terrorism and local conflict in Mali and the Sahel », *African Affairs*, vol. 112, n° 448, pp. 498-509.
- Elden, S. (2009), *Terror and territory: The spatial extent of sovereignty*, University of Minnesota Press, Minneapolis.
- Englebert, P. (2009), *Africa: Unity, sovereignty and sorrow*, Lynne Rienner, Boulder.

- Fearon, J.D. (1995), « Rationalist explanations for war », *International Organization*, vol. 49, n° 3, pp. 379-414.
- Fearon, J.D. et D. Laitin (2003), « Ethnicity, insurgency, and civil war », *American Political Science Review*, vol. 97, pp. 75-90.
- Franzese, R.J., J.C. Hays et S.J. Cook (2016), « Spatial- and spatiotemporal-autoregressive probit models of interdependent binary outcomes », *Political Science Research and Methods*, vol. 4, n° 1, pp. 151-173.
- Gibler, D.M. (2012), *The territorial peace: Borders, state development, and international conflict*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Gleditsch, N.P. (1995), « Geography, democracy, and peace », *International Interactions*, vol. 20, n° 4, pp. 297-323.
- Gleditsch, N.P. et I. Rudolfson (2016), « Are muslim countries more prone to violence? », *Research & Politics*, vol. 3, n° 2, pp. 1-9.
- Goodhand, J. (2008), « War, peace and the places in between: Why borderlands are central », in Pugh M., N. Cooper et M. Turner (dir. pub.), *Whose peace? Critical perspectives on the political economy of peacebuilding*, Palgrave Macmillan, Londres, pp. 225-244.
- Gow, J., F. Olonisakin et E. Dijkhoorn (dir. pub.) (2013), *Militancy and Violence in West Africa: Religion, politics, and radicalisation*, Routledge, New York.
- Gray, D.H. et K. LaTour (2010), « Terrorist black holes: Global regions shrouded in lawlessness », *Global Security Studies*, vol. 1, n° 3, pp. 154-163.
- Harmon, S.A. (2014), *Terror and insurgency in the Shara-Sahel region*, Ashgate, Farnham.
- Hegre, H. et al. (2019), « VIEWS: A political violence early-warning system », *Journal of Peace Research*, vol. 56, n° 2, pp. 155-174.
- Hegre, H., G. Østby et C. Raleigh (2009), « Poverty and civil war events: A disaggregated study of Liberia », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, n° 4, pp. 598-623.
- Hendrix, C.S. (2011), « Head for the hills? Rough terrain, state capacity, and civil war onset », *Civil Wars*, vol. 13, n° 4, pp. 345-370.
- Hendrix, C.S. et I. Salehyan (2012), « Climate change, rainfall, and social conflict in Africa », *Journal of Peace Research*, vol. 49, n° 1, pp. 35-50.
- Hoffman, B. (2017), *Inside Terrorism*, Columbia University Press, New York.
- Hsiang, S.M., M. Burke et E. Miguel (2013), « Quantifying the influence of climate on human conflict », *Science*, vol. 341, n° 6151.
- Huth, P.K. (2009), *Standing your ground: Territorial disputes and international conflict*, University of Michigan Press, Ann Arbor.
- Ibrahim, I.Y. (2017), « Insurrections jihadistes en Afrique de l'Ouest : idéologie mondiale, contexte local, motivations individuelles », *Notes ouest-africaines*, n° 7, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/1da64565-fr>.
- Kaldor, M. (2012), *New and old wars. Organized violence in a global area*, Stanford University Press, Stanford.
- Kendhammer, B. et C. McCain (2018), *Boko Haram*, Ohio University Press, Athènes.
- Kennedy, P. (1980), *The rise of the Anglo-German antagonism, 1860-1914*, Allen and Unwin, Londres.
- Klausen, J. (2015), « Tweeting the Jihad: Social media networks of Western foreign fighters in Syria and Iraq », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 38, n° 1, pp. 1-22.
- Krebs, V. (2002), « Unclanking terrorist networks », *First Monday*, vol. 7, n° 4.
- Kuépié M, M. Tenikue et O. Walther (2016), « Social networks and small businesses performance in West African border regions », *Oxford Development Studies*, vol. 44, n° 2, pp. 202-219.
- Kydd, A.H. et B.F. Walter (2006), « The strategies of terrorism », *International Security*, vol. 31, n° 1, pp. 49-80.
- Lacher, W. (2015), « Libya: A jihadist growth market », in Steinberg, G. et A. Weber (dir. pub.), *Jihadism in Africa. Local Causes, Regional Expansion, International Alliances*, German Institute for International and Security Affairs, Berlin.
- Le Billon, P. (dir. pub.), (2005), *The geopolitics of resource wars*, Frank Cass, New York.
- Le Billon, P. (2001), « The political ecology of war: Natural resources and armed conflicts », *Political Geography*, vol. 20, n° 5, pp. 561-584.
- Lebovich, A. (2017), « Bringing the desert together: How to advance Sahel-Maghreb integration », *European Council on Foreign Relations Policy brief*.
- Lecocq, B. (2004), « Unemployed intellectuals in the Sahara: The *Teshumara* Nationalist Movement and the revolutions in Tuareg society », *International Review of Social History*, vol. 49, n° 12, pp. 87-109.
- Lecocq, B. et G. Klute (2019), « Tuareg separatism in Mali and Niger », in de Vries, L., P. Englebert et M. Schomerus (dir. pub.), *Secessionism in African politics: Aspiration, grievance, performance, disenchantment*, Palgrave Macmillan, New York, pp. 23-58.
- Le Sueur, J.D. (2010), *Algeria since 1989: Between terror and democracy*, Zed Books, New York.
- Loimeier, R. (1997), *Islamic reform and political change in Northern Nigeria*, Northwestern University, Evanston.
- Marineau, J., H. Pascoe, A. Braithwaite, M. Findley et J. Young (2018), « The local geography of transnational terrorism », *Conflict Management and Peace Science*, vol. 37, n° 3, pp. 350-381.

- Marret, J.-L. (2008), « Al Qaeda in Islamic Maghreb: A "glocal" organization », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 31, n° 6, pp. 541-552.
- Martin, G. et F. Prager (2019), *Terrorism. An international perspective*, SAGE, Londres.
- Matfess, H. (2019), *No home field advantage: The expansion of Boko Haram's activity outside of Nigeria in 2019*, ACLED, 20 mai.
- Medina, R.M. et G.F. Hepner (2013), *The geography of international terrorism. An introduction to spaces and places of violent non-state groups*, CRC Press, Boca Raton.
- Medina, R.M. et G.F. Hepner (2011), « Advancing the understanding of sociospatial dependencies in terrorist networks », *Transactions in GIS*, vol. 15, n° 5, pp. 577-597.
- Medina, R.M. et G.F. Hepner (2008), « Geospatial analysis of dynamic terrorist networks », in Karawan, I., W. McCormack et S.E. Reynolds (dir. pub.), *Values and violence: Intangible aspects of terrorism*, Springer, Berlin.
- Medina, R.M., L.K. Siebeneck et G.F. Hepner (2011), « A Geographic Information Systems (GIS) analysis of spatiotemporal patterns of terrorist incidents in Iraq 2004-2009 », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 34, n° 11, pp. 862-882.
- Murphy, A.B. (2010), « Identity and territory », *Geopolitics*, vol. 15, n° 4, pp. 769-772.
- Newman, E. (2007), « Weak states, state failure, and terrorism », *Terrorism and Political Violence*, vol. 19, n° 4, pp. 463-488.
- Nugent, P. (2019), « Border politics in Africa », *Oxford Research Encyclopedia*, <http://dx.doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.730>.
- Nugent, P. (2008), « Putting the history back into ethnicity: Enslavement, religion, and cultural brokerage in the construction of Mandinka/Jola and Ewe/Agotime identities in West Africa, c. 1650-1930 », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 50, n° 4, pp. 920-948.
- OCDE (2019), Versements d'aide (APD) vers les pays et régions, *OECD.Stat*, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TABLE2A>.
- O'Loughlin, J. et C. Raleigh (2008), « The spatial analysis of civil war violence », in Cox, K., M. Low et J. Robinson (dir. pub.), *A handbook of political geography*, Sage, Thousand Oaks, pp. 493-508.
- Østby, G., R. Nordåset et J.K. Rød (2009), « Regional inequalities and civil conflict in Sub-Saharan Africa », *International Studies Quarterly*, vol. 53, n° 2, pp. 301-324.
- Ouellet, E., J. Lacroix-Leclair et P. Pahlavi (2014), « The institutionalization of Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQMI) », *Terrorism and Political Violence*, vol. 26, n° 4, pp. 650-665.
- Pape, R.A. (2006), *Dying to win: The strategic logic of suicide terrorism*, Random House, New York.
- Prunier, G. (2009), *Africa's World War. Congo, the Rwandan genocide, and the making of a continental catastrophe*, Oxford University Press, Oxford.
- Radil, S.M. (2019), « A network approach to the production of geographic context using exponential random graph models », *International Journal of Geographical Information Science*, vol. 33, n° 6, pp. 1270-1288.
- Radil, S.M., C. Flint et S.H. Chi (2013), « A relational geography of war: Actor-context interaction and the spread of World War I », *Annals of the American Association of Geographers*, vol. 103, n° 6, pp. 1468-1484.
- Raleigh, C. et H. Hegre (2009), « Population size, concentration, and civil war. A geographically disaggregated analysis », *Political Geography*, vol. 28, n° 4, pp. 224-238.
- Raleigh, C., H.J. Choi et D. Kniveton (2015), « The devil is in the details: An investigation of the relationships between conflict, food price and climate across Africa », *Global Environmental Change*, vol. 32, pp. 187-199.
- Reed, W. et D. Chiba (2010), « Decomposing the relationship between contiguity and militarized conflict », *American Journal of Political Science*, vol. 54, n° 1, pp. 61-73.
- Reno, W. (2011), *Warfare in independent Africa*, Cambridge University Press, New York.
- Richards, P. (1996), *Fighting for the rain forest: War, youth and resources in Sierra Leone*, James Currey, Oxford.
- Sageman, M. (2004), *Understanding terror networks*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia.
- Salehyan, I. (2009), *Rebels without borders: Transnational insurgencies in world politics*, Cornell University Press, Ithaca.
- Seignobos, C. (2018), « Chronique d'un siège (2) », *Afrique contemporaine*, vol. 265, n° 1, pp. 99-115.
- Senese, P.D. (2005), « Territory, contiguity, and international conflict: Assessing a new joint explanation », *American Journal of Political Science*, vol. 49, n° 4, pp. 769-779.
- Skillicorn, D., O. Walther, Q. Zheng et C. Leuprecht (2018), « Spatial and temporal diffusion of political violence in North and West Africa », in Walther, O. et W.F. Miles (dir. pub.), *African border disorders*. Routledge, New York, pp. 87-112.
- Starr, H. (2015), *On geopolitics: Space, place, and international relations*, Routledge, New York.
- Starr, H. (1978), « "Opportunity" and "willingness" as ordering concepts in the study of war », *International Interactions*, vol. 4, n° 4, pp. 363-387.
- Steinberg, G. et A. Weber (dir. pub.) (2015), *Jihadism in Africa. Local causes, regional expansion, international alliances*, German Institute for International and Security Affairs, Berlin.
- Theisen, O.M., H. Holtermann et H. Buhaug (2012), « Climate wars? Assessing the claim that drought breeds conflict », *International Security*, vol. 36, n° 3, pp. 79-106.
- Thurston, A. (2018), *Boko Haram. The history of an African jihadist movement*, Princeton University Press, Princeton.

- Tilly, C. (2015), *Identities, boundaries and social ties*, Routledge, Londres.
- Toft, M.D. (2014), « Territory and war », *Journal of Peace Research*, vol. 51, n° 2, pp. 185-198.
- Truitte, K. (2018), « The Derna Mujahideen Shura Council: A revolutionary islamist coalition in Libya », *Perspectives on Terrorism*, vol. 12, n° 5, pp. 4-17.
- United States Department of State (2019), Foreign terrorist organizations, 25 juin.
- Vasquez, J.A. et A. Rundlett (2016), « Alliances as a necessary condition of multiparty wars », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 60, n° 8, pp. 1395-1418.
- Vasquez, J.A. et B. Valeriano (2010), « Classification of interstate wars », *The Journal of Politics*, vol. 72, n° 2, pp. 292-309.
- Vasquez, J.A. et B. Valeriano (2009), « Territory as a source of conflict and a road to peace », in Bercovitch, J., V. Kremenyuk et I.W. Zartman (dir. pub.), *The Sage handbook of conflict resolution*, Sage, Londres, pp. 191-209.
- Vaughan, S. (2019), « Ethiopia, Somalia, and the Ogaden: Still a running sore at the heart of the Horn of Africa », in de Vries, L., P. Englebert et M. Schomerus (dir. pub.), *Secessionism in African politics: Aspiration, grievance, performance, disenchantment*, Palgrave Macmillan, New York, pp. 91-123.
- Walther, O. et A. Tisseron (2015), *Strange bedfellows: A network analysis of Mali's northern conflict*, The Broker, 18 décembre.
- Walther, O. et C. Leuprecht (2015), « Mapping and deterring violent extremist networks in North-West Africa », *Working Papers 7*, University of Southern Denmark, Centre for Border Region Studies, Sønderborg.
- Walther, O. et D. Christopoulos (2015), « Islamic terrorism and the Malian rebellion », *Terrorism and Political Violence*, vol. 27, n° 3, pp. 497-519.
- Walther, O. et D. Retaillé (2015), « Rethinking borders in a mobile world: An alternative model », in Amilhat-Szary, A.-L. et F. Giraut (dir. pub.), *Borderities and the politics of contemporary mobile borders*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, pp. 191-203.
- Walther, O. et W.F. Miles (dir. pub.) (2018), *African border disorders. Addressing transnational extremist organisations*, Routledge, New York.
- Warner, J. (2017), « Sub-Saharan Africa's three "new" Islamic State affiliates », *CTC Sentinel*, vol. 10, n° 1, pp. 28-32.
- Webb, K. (2007), « The continued importance of geographic distance and Boulding's loss of strength gradient », *Comparative Strategy*, vol. 26, n° 4, pp. 295-310.
- Weinstein, J.M. (2007), *Inside rebellion. The politics of insurgent violence*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Welzer, H. (2012), *Climate wars: What people will be killed for in the 21st century*, Polity Press, Cambridge.
- Werenfels, I. (2015), « Going "glocal": Jihadism in Algeria and Tunisia », in Steinberg, G. et A. Weber (dir. pub.), *Jihadism in Africa: Local causes, regional expansion, international alliances*, German Institute for International and Security Affairs, Berlin, pp. 51-68.
- Williams, P.D. (2016), *War and conflict in Africa*, Polity Press, Cambridge.
- Witmer, F.D., A.M. Linke, J. O'Loughlin, A. Gettelman et A. Laing (2017), « Subnational violent conflict forecasts for sub-Saharan Africa, 2015–65, using climate-sensitive models », *Journal of Peace Research*, vol. 54, n° 2, pp. 175-192.
- Wolff, S. (2006), *Ethnic conflict. A global perspective*, Oxford University Press, Oxford.
- Zammit-Mangion, A., M. Dewar, V. Kadirkamanathan, A. Flesken et G. Sanguinetti (2013), *Modeling conflict dynamics with spatio-temporal data*, Springer, Berlin.
- Zhukov, Y.M. (2012), « Roads and the diffusion of insurgent violence: The logistics of conflict in Russia's North Caucasus », *Political Geography*, vol. 31, n° 3, pp. 144-156.
- Zounmenou, D. (2013), « The National Movement for the Liberation of Azawad factor in the Mali crisis », *African Security Review*, vol. 22, n° 3, pp. 167-174.

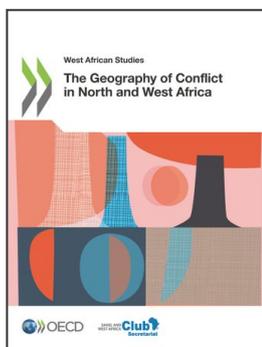
Annexe 2.A1

Organisations terroristes étrangères opérant dans des sanctuaires frontaliers, juin 2019

Date d'inscription sur la liste des organisations terroristes	Libellé	Principales régions d'activité	Sanctuaire frontalier
8 octobre 1997	Pays basque et liberté (ETA)	Espagne, France	Régions frontalières Espagne-France
8 octobre 1997	Hamas	Cisjordanie et bande de Gaza, Israël, Liban	Sud du Liban
8 octobre 1997	Harakat ul-Mujahidin (HUM)	Afghanistan, Pakistan	Cachemire administré par le Pakistan
8 octobre 1997	Hezbollah	Liban et monde entier	Sud du Liban
8 octobre 1997	Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, alias KONGRA-GEL)	Turquie, Iraq, Europe	Kurdistan turc-iraquien
8 octobre 1997	Tigres de libération de l'Eelam tamoul (TLET)	Sri Lanka, Inde	Sri Lanka-Inde
8 octobre 1997	Armée de libération nationale (ALN)	Colombie-Venezuela	Régions frontalières Colombie-Venezuela
8 octobre 1997	Front de libération de la Palestine (FLP)	Cisjordanie et bande de Gaza, Israël, Liban	Camps de réfugiés au Liban
8 octobre 1997	Jihad islamique palestinien (JIP)	Cisjordanie et bande de Gaza, Israël, Syrie, Liban	Cisjordanie, Liban
8 octobre 1997	Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)	Syrie, Liban, bande de Gaza	Frontière Liban-Syrie
8 octobre 1997	FPLP-Commandement général (FPLP-CG)	Syrie, Liban, bande de Gaza	Frontière Liban-Syrie
8 octobre 1997	Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC)	Colombie, Venezuela, Pérou, Équateur	Régions frontalières Venezuela, Colombie-Pérou-Équateur
8 octobre 1997	Front-Parti révolutionnaire populaire de libération (DHKP/C)	Turquie	Régions frontalières Turquie, Turquie-Grèce
8 octobre 1999	Al-Qaïda	Afghanistan, Pakistan, Iraq, Syrie, Yémen, Sahara, Sahel, Somalie et monde entier	Zones tribales sous administration fédérale pakistanaise (Federally Administered Tribal Areas - FATA), triangle Brésil-Paraguay-Argentine, Sahara-Sahel
25 septembre 2000	Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO)	Afghanistan, Pakistan, Tadjikistan	Nord du Waziristan, au Pakistan
26 décembre 2001	Jaish-i-Mohammed	Afghanistan, Pakistan, Inde	Cachemire administré par l'Inde
26 décembre 2001	Lashkar-e-Tayyiba (LeT)	Afghanistan, Pakistan, Inde	Cachemire administré par le Pakistan
27 mars 2002	Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)	Algérie, Mali, Niger, Mauritanie	Régions frontalières Algérie-Mali, Niger-Libye
30 janvier 2003	Lashkar i Jhangvi (LJ)	Afghanistan, Pakistan	FATA

Date d'inscription sur la liste des organisations terroristes	Libellé	Principales régions d'activité	Sanctuaire frontalier
17 décembre 2004	État islamique d'Iraq et du Levant (anciennement Al-Qaïda en Iraq)	Iraq, Syrie, Jordanie, monde entier	Régions frontalières Syrie-Iraq
17 juin 2005	Union du jihad islamique (IJU)	Afghanistan, Pakistan, Ouzbékistan, Kirghizistan	FATA
18 mars 2008	Al-Chabaab	Somalie, Kenya, Tanzanie, Mozambique, Yémen,	Sud de la Somalie
6 août 2010	Harakat ul-Jihad-Islami (HUJI)	Pakistan, Bangladesh, Inde	Sud du Waziristan, au Pakistan
1er septembre 2010	Tehrik-e Taliban Pakistan (TTP)	Afghanistan, Pakistan	FATA
4 novembre 2010	Jundallah	Iran, Afghanistan, Pakistan	Balouchistan, Iran-Afghanistan-Pakistan
30 mai 2012	Brigades Abdallah Azzam (BAA)	Liban, Péninsule arabe	Sud du Liban
19 septembre 2012	Réseau Haqqani (HQN)	Afghanistan, Pakistan	Nord du Waziristan, au Pakistan
22 mars 2013	Ansar al-Dine	Mali, Libye	Régions frontalières Algérie-Mali, Libye-Niger
14 novembre 2013	Boko Haram	Nigéria, Tchad, Cameroun, Niger	Bassin du lac Tchad
14 novembre 2013	Ansaru	Nigéria	Bassin du lac Tchad
19 décembre 2013	Bataillon Al-Mulathamoun (AMB)	Algérie, Libye, Mali, Niger	Régions frontalières Algérie-Mali, Libye-Niger
13 janvier 2014	Ansar al-Charia en Tunisie	Tunisie, Libye	Régions frontalières Tunisie-Libye
15 mai 2014	Front el-Nosra pour le peuple du Levant	Syrie	Régions frontalières Syrie-Turquie
14 janvier 2016	État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan (EIL-K)	Afghanistan, Pakistan, Tadjikistan, Inde	FATA
1er juillet 2016	Al-Qaïda dans le sous-continent indien (AQSI)	Pakistan, Bangladesh, Inde	FATA, Afghanistan
17 août 2017	Hizbul Mujahedin (HM)	Pakistan, Inde	Régions frontalières Pakistan/Jammu-et-Cachemire
28 février 2018	État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWA)	Nigéria, Tchad, Cameroun, Niger	Bassin du lac Tchad
6 septembre 2018	Jama'a Nusrat ul-Islam wa Al-Muslimin, JNIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, GSIM)	Mali, Algérie, Burkina Faso, Niger	Régions frontalières Mali-Burkina Faso

Sources : Département d'État américain 2019, Arsenault et Bacon 2015. Sanctuaires frontaliers recensés par Walther et Leuprecht 2015, et par les auteurs.



Extrait de :

The Geography of Conflict in North and West Africa

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/02181039-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (2020), « Les caractéristiques des conflits modernes en Afrique », dans *The Geography of Conflict in North and West Africa*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/05f7a0cc-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.